

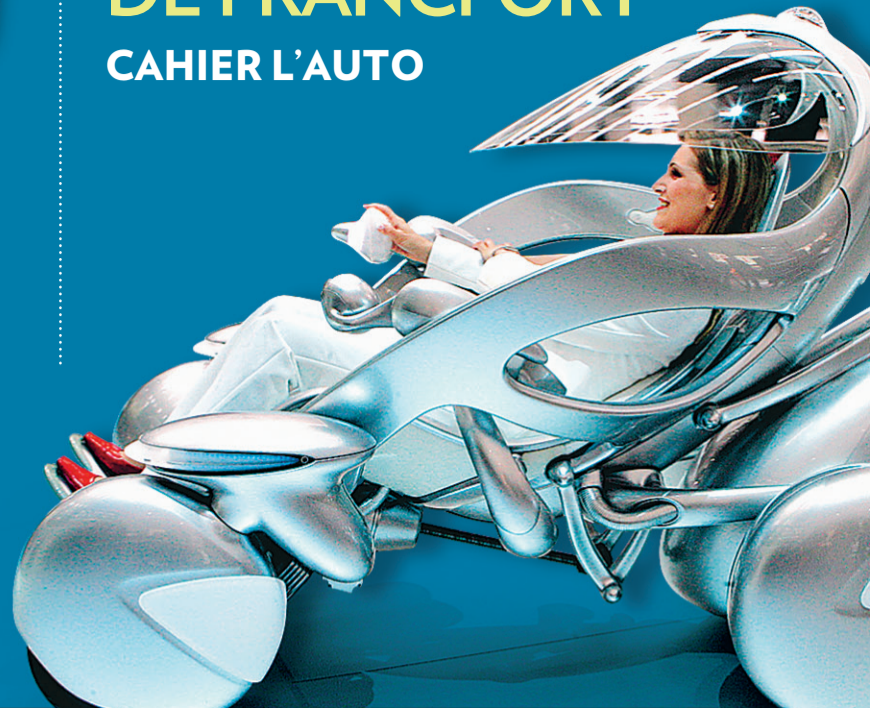


cyberpresse.ca

# LA PRESSE

## J.O. 2008 PÉKIN EN PLEINE MÉTAMORPHOSE PAGES A2 ET A3

## LE SALON DE L'AUTO DE FRANCFORT CAHIER L'AUTO



**FIFM**  
KLAPISCH  
OUVRE LE BAL  
ARTS ET SPECTACLES  
PAGE 1

**SPORTS**  
TOUS LES  
RÉSULTATS  
DU WEEK-END  
SPORTS PAGES 6 ET 7

**NÉGOCIATIONS  
DANS LE  
SECTEUR PUBLIC**  
Déblocage  
avec les  
enseignants

DENIS LESSARD  
QUÉBEC - Le week-end aura été fructueux pour les négociations entre le gouvernement Charest et les 80 000 enseignants des commissions scolaires.  
Selon ce que *La Presse* a appris, les discussions, reprises jeudi matin, ont progressé et redoublent jusqu'à samedi soir. Hier, les stratèges des enseignants se sont réunis et ont décidé qu'il y avait suffisamment de progrès pour repousser d'une journée l'instance qui pourrait prendre connaissance d'une entente de principe.  
Les 125 délégués des 45 syndicats représentants plus de 80 000 enseignants du primaire et du secondaire devaient à l'origine se réunir ce week-end à Laval, puis la rencontre a été remise à aujourd'hui devant les progrès dans les négociations.

► Voir DÉBLOCAGE en page A14

**Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE**  
Élections en Afghanistan : là ou l'expression « faire sauter le gouvernement » prend tout son sens.

### SOMMAIRE

Astrologie du jour	ACTUEL 9
Bandes dessinées	ACTUEL 6
Bridge	ACTUEL 10
Décès	ACTUEL 10
Feuilleton	ACTUEL 6
Forum	A 16 et 17
Horaires télévision	ARTS 2
Loterie	ARTS 8
Mots croisés	ACTUEL 6 et 9
Mot mystère	ACTUEL 6 et 10
Monde	A 12 et 13
Observateur	ACTUEL 7
Petites annonces	ACTUEL 7 et AFFAIRES 4
Quoi faire	ARTS 6

**Météo**  
Généralement ensoleillé, maximum 21, minimum 14, plus de détails en page SPORTS 7



# BOISCLAIR VEUT FAIRE MIEUX QUE RENÉ LÉVESQUE

MARIE-CLAUDE LEMIEUX

Sous les projecteurs et les applaudissements, André Boisclair, le favori de la course à la direction du Parti québécois, a lancé sa campagne hier soir en promettant de faire

mieux que René Lévesque. Embarrassé vendredi à la suite d'allégations suivant lesquelles il aurait consommé de la cocaïne alors qu'il était ministre dans le gouvernement de Lucien Bouchard, M. Boisclair, qui a refusé de ren-

contrer les journalistes après la soirée, a éludé le sujet. Devant quelques centaines de partisans rassemblés au Spectrum de Montréal, il a prononcé un long discours sur le thème « Ensemble pour un Québec souverain ». M.

Boisclair s'est présenté comme la personne pouvant faire le pont entre les générations pour réaliser l'option maîtresse du Parti québécois.

► Voir BOISCLAIR en page A14

## Glorieux retour au bercail du Canadien



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Le Canadien a remporté son premier match préparatoire 3 à 2, hier au Centre Bell, contre les Thrashers d'Atlanta. Mais ce qu'il faut surtout retenir, c'est l'application des nouveaux règlements et les gros ajustements qu'il y aura à faire. Si les gardiens Carey Price et Yann Danis se sont bien tirés d'affaire devant le but du Canadien, l'attaquant Jonathan Ferland, entouré ici de ses coéquipiers, a tenu à faire sa part lui aussi en marquant le deuxième but des siens. Les détails en pages 2 et 3 du cahier Sports.

## SUSPENSE ET CONFUSION EN ALLEMAGNE

# Angela Merkel bat Schröder d'extrême justesse

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE  
COLLABORATION SPÉCIALE

BERLIN - Qui gouvernera l'Allemagne ? Et pour combien de mois, avant de retourner aux urnes ?

Avec à peine 1 % des voix de plus que le chancelier sortant, Schröder, la démocrate-chrétienne Angela Merkel, à l'issue d'un incroyable suspense, a gagné le droit de former la prochaine coalition qui gou-

vern timer l'Allemagne. Une victoire d'extrême justesse qui ressemble à une défaite. Les résultats des élections anticipées qui se tenaient hier en Allemagne — 62 millions d'électeurs, près

de 79 % de participation — ont été tellement serrés que l'incertitude a duré de longues heures après la fermeture des bureaux de vote, à 18 h.

► Voir ALLEMAGNE en page A13

# Les députés fédéraux vont se prononcer sur le suicide assisté

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA - Que cela plaise au non au gouvernement Martin, les députés débattront en novembre d'une autre question qui divise la population canadienne : le suicide assisté. Après la vive controverse qu'a pro-

voquée l'adoption en juin d'un projet de loi reconnaissant les mariages entre conjoints de même sexe, les libéraux se passeraient volontiers d'aborder tout sujet qui risque de faire des vagues avant les prochaines élections, maintenant prévues au printemps prochain.

Mais la députée bloquiste Francine Lalonde a déposé le 15 juin un projet de loi privé qui propose d'amender le Code criminel afin de permettre « le droit de mourir dignement ».

► Voir SUICIDE en page A18



**BOURQUE**  
PROMET D'ASSAINIR LES FINANCES DE MONTRÉAL  
PAGE A6

**Enfin!** un solarium en verre pour aussi peu que **4295\$** (ou 74,99\$/mois)

**Solariums Panovision**  
Conçu et fabriqué par Zylco

Venez visiter nos salles de montre  
Saint-Laurent 4940, chemin du Bois-Franc. lun-ven 10h-17h, sam 10h-15h.  
Longueuil 848, place Trans-Canada. lun-ven 10h-17h, sam 10h-15h.  
Gatineau 1201, boul. St-Joseph. lun-sam 9h-17h, dim 12h-17h.

50% de rabais sur les stores au toit et verre teinté gratuit

Visitez-nous sur [zytco.com](http://zytco.com) ou composez le 1-800-338-2575

# PÉKIN VERS LES JEUX DE 2008

## LE GAZON EST PLUS

À LA TÊTE D'UNE GRANDE DÉLÉGATION, **LE PREMIER MINISTRE JEAN CHAREST ATERRIRA JEUDI À PÉKIN**. LA VILLE HÔTESSE DES JEUX OLYMPIQUES D'ÉTÉ DE 2008 DÉPLOIE DES MOYENS EXTRAORDINAIRES POUR SE FAIRE UNE BEAUTÉ, COMME L'A CONSTATÉ NOTRE REPORTER LORS D'UN SÉJOUR EN JUIN. APERÇU D'UNE **TRANSFORMATION EXTRÊME**.



SOPHIE COUSINEAU

**PÉKIN** — Depuis une semaine, le mercure ne descend pas beaucoup sous les 38 degrés. Même pour Pékin, c'est chaud. Les hommes qui jouent aux dés, cigarette au bec, roulent le devant de leur t-shirt jusqu'aux seins. Les conducteurs de rickshaws, qui s'épuisent à arpenter en vélo les venelles des vieux quartiers, somnolent à l'ombre de murets.

Et pourtant, toutes les bordures de gazon des avenues de Pékin sont d'un vert émeraude. Seules les plates-bandes de fleurs multicolores font tâche.

La capitale chinoise n'a pas peint son gazon, comme elle l'avait fait en plein hiver pour séduire les évaluateurs du Comité international olympique. Un bataillon de travailleurs municipaux arrose ses parterres. Si Pékin était une île, comme Montréal, peu de gens s'en formaliseraient. Mais le désert cogne à sa porte. Et après plusieurs années de sécheresse et de surexploitation de sa nappe phréatique, la capitale chinoise craint de manquer d'eau.

Pour approvisionner cette mégapole de 14,2 millions d'habitants, et pour prévenir toute coupure d'eau durant les Jeux de 2008, la Chine s'est lancée dans le plus ambitieux projet de déviation de son histoire. À terme, trois canaux d'environ 1200 kilomètres chacun étancheront la soif du Nord avec l'eau du fleuve Yang-Tsé.

Le gouvernement a donné le feu vert à la construction des deux premiers en 2002. La facture était estimée à 182 milliards de yuans, soit 27 milliards de dollars canadiens.

Coûte que coûte, donc, Pékin s'embellit. C'est dire la détermination de la Chine à se montrer sous son meilleur jour en 2008.

Le parc olympique, au nord de la ville, sera agrémenté d'étangs et de canaux artificiels qui ressembleront à un dragon, vu du ciel. La « forêt olympique » qui coiffe le parc s'étendra sur 680 hectares.

À Pékin, les arbres ne poussent malheureusement pas aussi vite que les gratte-ciel... Le maire, Wang Qishan, a décidé d'accélérer les

Ce garçonnet est visiblement absorbé par la grande horloge située au cœur de Pékin, qui fait le décompte du temps qu'il reste avant les Jeux olympiques de 2008.

PHOTO REUTERS



PHOTO NYT

C'est dans ce stade aux allures futuristes que se dérouleront les principales cérémonies des prochains Jeux olympiques.

RICHEVILLE BIJOUX POUR DAME  
AUTOMATIQUE



**GP**  
**GIRARD-PERREGAUX**

Disponible **exclusivement** chez :

**CHÂTEAU D'IVOIRE**

◊ JOAILLIERS ◊

2020, Rue de la Montagne, Montréal: (514) 845-4651 Sans-Frais: 1-888-883-8283  
www.chateaudivoire.com

L'ACURA TSX

**328\$**  
PAR MOIS EN LOCATION  
SUR 48 MOIS

**2,9%**  
TAUX DE LOCATION  
OU DE FINANCEMENT

**0\$**  
DÉPÔT DE SÉCURITÉ



« MEILLEURE BERLINE SPORT DE 2005 »  
— LE MAGAZINE CAR AND DRIVER

« UN DES MEILLEURS ACHATS DANS LA CATÉGORIE  
DES VOITURES DE PLUS DE 30 000 \$ »  
— LE MONDE DE L'AUTO, répertoire 2005

**VENTES FINALES 2005. INVENTAIRE LIMITÉ.  
LUXE ET PERFORMANCE ILLIMITÉS.**

L'ACURA TSX Moteur i-VTEC<sup>MC</sup> de 200 chevaux • Roues de 17 pouces en alliage d'aluminium  
• Intérieur garni de cuir • Toit ouvrant électrique • Climatisation automatique • Chaîne stéréo  
AM/FM de 360 watts avec changeur pour 6 CD et 8 haut-parleurs

**ACURA**  
acura.ca

ACURA PLUS  
255, boul. de la Seigneurie  
Blainville  
(450) 435-4455  
acuraplus.com

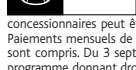
GALERIES ACURA  
7100, boul. Métropolitain E.  
Anjou  
(514) 354-8811  
galeriesacura.com

LUCIANI ACURA  
4040, rue Jean-Talon O.  
Montréal  
(514) 340-1344  
lucianiacura.com

ACURA BROSSARD  
9100, boul. Taschereau  
Brossard  
(450) 659-1616  
acurabrossard.com

ACURA DE LAVAL  
2500, boul. Chomedey  
Laval  
(450) 682-4050  
acuralaval.com

ACURA GABRIEL  
4648, boul. Saint-Jean  
Dollard-des-Ormeaux  
(514) 696-7777  
acuragabriel.com



\*Offres de location-bail d'une durée limitée, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. seulement. Tarifs mensuels de location-bail d'une durée de 48 mois établis pour l'Acura TSX (modèle CL9585) 2005 neuve. Un acompte de 6650 \$ vous donne un versement mensuel de 328 \$ et un total des paiements de 22 394 \$. Taux de location annuel de 2,9%. Un premier versement est requis et un acompte pourrait être exigé. Allocation de 24 000 km par année (frais de 0,15 \$ par kilomètre supplémentaire). Transport et préparation de 1400 \$, frais d'inscription au registre des droits personnels et réels mobiliers, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. À la fin du bail, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour une valeur résiduelle prédéterminée. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. \*Offre de financement à l'achat d'une durée limitée, établis pour l'Acura TSX (modèle CL9585) par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. seulement. Par exemple, 20 000 \$ à 2,9%. Paiements mensuels de 441,80 \$ pendant 48 mois. Coûts d'emprunts 1 206,40 \$. Total des paiements de 21 206,40 \$. Un acompte pourrait être exigé. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Du 3 septembre au 30 septembre 2005. Le modèle offert peut différer de la photographie. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Les récents diplômés universitaires et collégiens peuvent être admissibles au programme donnant droit à une allocation de 750 \$ sur certains modèles. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails.

# PÉKIN VERS LES JEUX DE 2008

## VERT À

# PÉKIN



plantations pour atteindre les cibles fixées pour ces « Jeux verts ». L'an dernier, la Ville avait pourtant planté 42,3 millions d'arbres !

Le soir, sur la place Tiananmen, il n'est pas rare de croiser des camions semi-remorques avec des arbres adultes couchés sur leurs plateaux. La moitié du territoire de la municipalité devra verdir d'ici la cérémonie d'ouverture des Jeux, à 20 h le 8 août 2008, le huit étant un chiffre chanceux pour les Chinois.

### La capitale de la grue

Avec ces travaux pharaoniques, Pékin donne l'impression de reconstruire les pyramides d'Égypte. Mais les marteaux ne résonnent pas que pour la construction des installations sportives. D'ailleurs, le comité organisateur a fait preuve de retenue. Pour ne pas investir dans des immeubles qui seront inutilisés après les Jeux, Pékin a choisi de rénover des stades, comme ceux des Jeux asiatiques de 1990, et de construire des amphithéâtres temporaires.

Par contre, la ville de Pékin a devancé les travaux d'infrastructures qui devaient s'étirer jusqu'en 2012. Creusement de trois nouvelles lignes de métro. Construction d'un nouveau terminal à l'aéroport de la capitale pour les vols internationaux. Élargissement des rues. C'est ainsi que la « petite rue », Nanxiaojie, a conservé son nom même si les autorités ont rasé ses bouibouis pour en faire un boulevard à six voies.

Les monuments de la ville ont aussi droit à une cure de jouvence. De grands filets verts emballent les édifices de la Cité interdite et du parc du Temple du ciel. La Grande Muraille se reconstruit.

« Les Jeux olympiques améliorent grandement notre qualité de vie. La ville est plus propre et sécuritaire », juge Yuan Jin Xiu, une artiste graveuse de Pékin.

Pour voir la métamorphose de la ville, il faut visiter le nouveau musée de la planification urbaine. Son nom n'annonce rien qui vaille, mais l'endroit vaut le détour.

Du haut d'une passerelle, une



Le rêve de ces jeunes Chinois : un podium aux JO de 2008.

PHOTO AFP

époustouflante maquette de plus de 300 mètres carrés, présente le nouveau Pékin. Le parc olympique se trouve au bout de l'axe central qui détermine l'est et l'ouest de la ville. Après des années de développement immobilier sauvage, c'est la revanche de l'économie planifiée.

À voir l'immeuble en forme de Z de la télévision d'État CCTV, le cube marqué de bulles du National Swimming Center et le nid d'oiseau en acier du National Stadium, Pékin embrasse l'architecture futuriste.

### Si neuve, si vieille

Mais cette nouvelle ville ne se construit pas sans casse. Il suffit de jeter un coup d'œil à l'immense maquette suspendue dans l'atrium du musée. Les sculpteurs ont travaillé le relief de 118 000 maisons et de 60 000 arbres. C'est le Pékin de 1949, l'année de fondation de la république.

Il n'y a pas que les murs de la ville qui ont été détruits. Plusieurs des anciens quartiers de ruelles, les hutongs, ont été rasés depuis les années 80. Les propriétaires des traditionnelles maisons à cour carrée

ont aussi peu qu'un mois pour se recaser après avoir découvert le caractère « chai » (à détruire) peint en blanc sur leur porte.

Devant le tollé soulevé par la démolition de ce patrimoine culturel, surtout à l'étranger, Pékin a ralenti la cadence et protégé 43 quartiers de hutongs. La Ville y voit un intérêt, puisque les venelles sont devenues des attractions touristiques. Près du lac Houhai, au nord-ouest de la Cité interdite, la famille Zhang complète ses modestes revenus en ouvrant aux étrangers sa maison à cour carrée, au centre de laquelle poussent un pêcher, des plants de tomates et des touffes de basilic.

Cette protection est parfois factice; on construit à grands frais des maisons traditionnelles neuves dans les zones protégées. Mais les Chinois ne s'en formalisent pas beaucoup. Si plusieurs vieillards refusent de déménager en banlieue, loin de tous leurs repères, nombre de Pékinois rêvent d'un appartement moderne avec sanitaires et chauffage central. Surtout que plusieurs des maisons traditionnelles sont délabrées, ayant été réquisitionnées lors de la

Révolution culturelle pour loger des familles de la campagne.

Le visage de Pékin, capitale depuis 738 ans, change ainsi de façon inexorable. Et ses habitants portent le sourire.

### Le cœur à la fête

Cœur du pouvoir politique de la Chine, théâtre des purges de la Révolution culturelle, Pékin a longtemps été une ville *straight*. Mais la capitale se décoince, même si elle ne rivalise pas encore avec Shanghai et ses nuits folles. Ainsi, les pubs et autres débits de bière, l'alcool préféré des Chinois, se multiplient.

Avant, l'action se concentrait dans le quartier Sanlitun, avec ses « bar street » où s'alignent les terrasses. On se croirait rue Crescent tellement y est forte la concentration d'expatriés au verbe haut.

Mais ces jours-ci, c'est Houhai (prononcez Ho-hay) qui attire les fêtards. Dans la rue sinueuse qui épouse ce lac, où les barques glissent au clair de lune, les restos branchés et terrasses rivalisent avec leurs sons et leurs lanternes orange. Même en semaine, il faut jouer des coudes, surtout à l'entrée de Lotus Lane, où une cinquantaine de couples chinois valsent en plein air, sous le regard amusé de jeunes qui les trouvent ringards.

Si Pékin change, certaines habitudes sont plus difficiles à perdre. Le gouvernement a ainsi entrepris une grande campagne de civisme en vue des Jeux.

Dans les messages à la radio et dans les journaux, on invite les chauffeurs de taxi à peser moins fort sur le klaxon. Et on exhorte les Pékinois à ne plus cracher par terre. Mais sur l'avenue Wanfujing, la Sainte-Catherine de Pékin, des femmes se raclent la gorge sans gêne. Visiblement, il y a encore beaucoup à faire.

NDLR : La Presse s'est rendue à Pékin à l'invitation de l'Office national de tourisme de la Chine. Air Canada a payé les frais de déplacement.

### LES JO DE PÉKIN EN QUELQUES CHIFFRES

**10 500**

athlètes

**28** sports

**36** sites

**7** villes

**20 000**

professionnels des médias

**7 millions**

de billets

**2,8 millions**

de visiteurs à Pékin

## Mille jours pour nettoyer le ciel

PÉKIN — Le grand babillard électronique à l'avant du Musée national de Chine, sur la place Tiananmen, fait le décompte jusqu'à l'ouverture des Jeux olympiques de 2008. Il ne reste que 1053 jours pour venir à bout de deux problèmes monstres : la congestion routière et la pollution.

Pékin est l'une des villes les plus polluées de la planète. En 1998, l'Organisation mondiale de la santé a classé 272 villes du monde, de la plus sale à la plus propre. La capitale chinoise arrivait au troisième rang derrière Taiyuan, la capitale de la province chinoise de Shanxi, et Milan, en Italie.

Si la qualité de l'air s'est améliorée depuis, de sérieux problèmes subsistent, constate le chercheur chinois Jiabin Lin. La concentration de particules suspendues dans l'air (167 microgrammes par mètre cube, en moyenne, par jour en 2002) reste deux fois supérieure aux normes occidentales.

Les responsables de cette suite fine : le charbon, qui demeure la principale source d'énergie en Chine, ainsi que les centrales thermiques inefficaces.

L'engouement des Pékinois pour la voiture, et en particulier pour la Audi noire, obscurcit encore le tableau. La capitale compte 2,3 millions de véhicules, soit neuf fois plus qu'en 1986. Et dans le lourd trafic qui engourdit l'avenue de la Paix éternelle, ils progressent à pas de tortue. Or, les filtres des véhicules chinois ne valent guère mieux que les pots d'échappement de nos *minoues* des années 70.

Si le smog s'empare de la capitale durant les Jeux, comme c'est souvent

le cas, les marathoniens peineront à franchir le fil d'arrivée, dans la Cité interdite.

Depuis que Pékin a obtenu le mandat d'organiser les Jeux, la Ville s'attaque au problème. Elle a par exemple remisé 3800 autobus qui roulaient au diesel. Ils ont été remplacés, en partie, par des autobus au gaz naturel de la société canado-américaine Cummins Westport.

Le comité organisateur compte aussi s'équiper de 800 autobus alimentés à l'électricité, qui rouleront sur des voies réservées pour accélérer les déplacements durant les Jeux. « Soit qu'on les achète d'un constructeur étranger, soit qu'on se mette à en fabriquer nous-mêmes », dit Shao Shiwei, vice-directeur des communications du comité. *No problema*, diraient nos amis latinos !

Ce n'est pas de la fanfaronnade. Une entreprise pékinoise associée au motoriste Hyundai assemble déjà les nouveaux taxis de la ville. Ce sont de confortables Elantra, peints en jaune et vert ou bleu, qui remplacent les tacots qui crachaient des saletés. D'après la mairie de Pékin, 20 000 taxis seront mis au rancart d'ici les Jeux.

Mais le vrai mouton noir de Pékin, c'est la Capital Iron & Steel Company, responsable de 40 % des émissions de particules polluantes de la capitale. Le gouvernement avait ordonné à l'entreprise, aussi connue sous le nom de Shougang Iron & Steel, de cesser sa production dans la capitale d'ici 2010. Les activités doivent reprendre dans la province voisine de Hebei.

Ce n'est pas une mince affaire puisque le quatrième producteur



Les Chinois construisent leur stade olympique avec une telle frénésie qu'il pourrait être achevé dès l'an prochain plutôt qu'en 2008.

PHOTO AP

d'acier de Chine, fondé en 1919, compte 156 000 salariés, d'après la China National Tourism Administration, qui présente cette aciérie de la banlieue ouest comme l'une des attractions de la capitale !

Toutefois, Shougang vient d'obtenir le feu vert des autorités pour construire une usine dans le quartier Shunyi, au nord de Pékin. Si des médias chinois rapportent

que la nouvelle usine aux procédés modernes ne nuira pas à l'environnement, l'agence AFP présente ce rebondissement comme un recul.

Les relations politiques des dirigeants de la Shougang, le fameux guanchi, de même que l'impossibilité de ce projet touchant l'un des grands employeurs de la capitale auraient émué la détermination écologique de Pékin.

## LE ZÉLATEUR

La rubrique des horreurs urbaines



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE

## HÉCATOMBE ARBORICOLE

SÉBASTIEN RODRIGUE

La rue Peel, entre les rues de Maisonneuve et Sherbrooke, au centre-ville de Montréal, manque de verdure. Plusieurs espaces prévus sur les trottoirs pour y planter des arbres n'hébergent plus rien.

On y trouve maintenant des débris, des mauvaises herbes ou de la terre battue. Certains trous ont été comblés avec du gravier blanc par un propriétaire consciencieux mais, pour la plupart, c'est l'abandon.

Guy Djangji nous a écrit pour nous signaler que plusieurs arbres ont disparu ces dernières années. Il y a en fait 10 espaces vacants, soit environ la moitié de ceux que compte ce bout de rue.

## L'EXPLICATION

La Ville de Montréal a planté des arbres sur les trottoirs de la rue Peel à l'été 2004. Plusieurs n'ont pas résisté à l'hiver suivant. Selon l'arrondissement, environ 30 des 122 arbres de la rue Peel n'ont pas survécu à la vie urbaine.

L'arrondissement soupçonne les spectateurs des matchs des Alouettes de faire la vie dure aux arbres de ce secteur du centre-ville lorsque qu'ils quittent le stade Percival-Molson un peu éméchés. Les chenillettes de déneigement ont aussi endommagé des arbres. L'épandage de sel de déglaceage pourrait aussi expliquer l'hécatombe.

## LA SOLUTION

La plantation d'un arbre coûte près de 1000\$, achat, plantation et entretien compris. L'arrondissement de Ville-Marie compte replanter des arbres dans les fosses de la rue Peel le printemps prochain. La rubrique du Zélateur vous tiendra au courant.

## LE RESPONSABLE À LA VILLE

Michel Gagné, chef de division des travaux publics et des parcs à l'arrondissement de Ville-Marie, 872-1462.

migagne@ville.montreal.qc.ca

**APPEL À TOUS:** Si la négligence et le laisser-aller se manifestent près de chez vous, écrivez-nous à l'adresse suivante : Le Zélateur, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9. Par courriel : zelateur@lapresse.ca. Par téléphone : 514-285-7070. Par télécopieur : 514-285-6808.

## Projet Montréal confirme son chef et son programme

SÉBASTIEN RODRIGUE

Le nouveau parti politique Projet Montréal a plébiscité son chef, Richard Bergeron, et adopté son programme électoral en fin de semaine. Le parti espère présenter une soixantaine de candidats aux élections de novembre prochain.

Le programme de Projet Montréal s'oriente autour de deux principaux thèmes, soit l'habitation et le transport. « Une fois qu'on a agi sur ces deux-là, mécaniquement, il s'ensuit des choses au plan commercial, dans la localisation des bureaux, des emplois », dit M. Bergeron.

Projet Montréal propose notamment de réduire les tarifs du

transport en commun et d'améliorer le service, d'établir un moratoire sur les projets routiers et d'implanter le tramway à Montréal.

## Sources de revenus

Le parti suggère de financer ces projets par l'instauration du péage sur les ponts et d'une taxe sur les stationnements commer-

ciaux. En matière d'habitation, le parti souhaite aussi créer un registre des baux pour contrer la spéculation et assujettir les hausses d'impôt foncier à l'inflation. Le parti propose également de limiter l'impact des hausses de la valeur des propriétés sur les nouveaux acheteurs et d'imposer aux promoteurs d'inclure 30 % de

logements sociaux ou abordables dans leurs projets.

Projet Montréal chiffre ses promesses à un peu plus de deux milliards en quatre ans. Le parti a recruté environ 700 membres jusqu'à maintenant. Il compte présenter des candidats dans 15 des 19 arrondissements de Montréal. Son slogan sera « En ville autrement ».

## L'hôtel de ville est fier de son plan d'embauche des minorités

RAYMOND GERVAIS

Marcel Tremblay, conseiller associé au maire de Montréal pour les relations interculturelles, a dressé hier un bilan positif de l'embauche des femmes et des minorités ethniques et visibles au sein de la fonction publique municipale depuis un an.

Dans le cadre du Programme d'accès à l'égalité à l'emploi, la Ville de Montréal s'était fixée l'an dernier comme objectif d'embaucher 1000 personnes en trois ans en provenance des groupes sous-représentés, soit les femmes, les autochtones, les minorités visibles et les minorités ethniques. Depuis janvier, 1474 personnes de ces

groupes ont été embauchées.

« L'accès à l'égalité en emploi pour les groupes cibles est une priorité. Notre administration s'est donc fixé des objectifs réalisables favorisant l'intégration des femmes et des membres des communautés culturelles au sein de la fonction publique municipale. En voyant les résultats aujourd'hui,

nous pouvons affirmer sans réserve que nous avons choisi les bons moyens. Il faut maintenant continuer dans cette voie afin que notre fonction publique soit le reflet de la population montréalaise », a déclaré M. Tremblay.

Par ailleurs, la politique d'égalité à l'emploi de la Ville a eu des incidences sur l'embauche réali-

sée dans le cadre du programme Placement carrière-été. Sur les 392 étudiants embauchés durant l'été 2005, 309 étaient des femmes, 51 provenaient des minorités visibles, 30 des minorités ethniques et deux étaient des autochtones. Aucun étudiant mâle francophone n'a obtenu d'emploi au sein de la ville cet été.



LA  
GRANDE  
LIQUIDATION



## LA NOUVELLE PONTIAC MONTANA SV6

Système de communication et d'assistance OnStar<sup>+</sup> • Moteur V6 3,5 L à ISC de 200 HP • Boîte automatique à 4 vitesses • Freins ABS à disque aux 4 roues • Lecteur CD et MP3 • Télédévrouillage, glaces avant/de custodes arrière et rétroviseurs chauffants à commandes électriques • Climatisation • Roues de 16 po • Glaces arrière teintées foncées • Tapis protecteurs avant et arrière • Garantie limitée 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise



« L'aspect d'un VUS et la commodité d'une minifourgonnette »

OFFERTE AU PRIX DES EMPLOYÉS GM À SEULEMENT

309\$/mois\*  
0\$ de comptant

Terme de 48 mois à la location. 0\$ dépôt de sécurité. Préparation et transport de 1120\$ inclus.

PDSF 26 620\$<sup>†</sup> PRIX DES EMPLOYÉS GM 20 101\$<sup>‡</sup>

CARACTÉRISTIQUES	MONTANA SV6 R7D 2005 À EMPATTEMENT ORDINAIRE	DODGE CARAVAN 2005 28C
Moteur/HP	V6 de 3,5 L - 200 HP	V6 de 3,3 L - 180 HP
Roues	16 po en acier	15 po en acier
Télédévrouillage	De série	En option (PDSF 350\$)
Lecteur MP3	De série	Non disponible
Système de rails au pavillon	De série	Non disponible
Banquette de troisième rangée	À dossier divisé 50/50, rabattable à plat et amovible	Banquette pleine largeur, rabattable à plat et amovible
Démarrreur à distance installé en usine	En option	Non disponible
Freins	Freins à disque aux 4 roues	Freins à disque à l'avant/ freins à tambour à l'arrière
Système de freinage antibloquage	De série	En option (PDSF 570\$)
OnStar <sup>+</sup>	De série (incluant un abonnement d'un an au plan Sain et sauf)	Non disponible

PONTIAC LA PASSION DE CONDUIRE gmcanada.com



L'Association des concessionnaires Pontiac-Buick-GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquent au modèle neuf 2005 Montana SV6 (2U1T1410R7D). Le modèle illustré peut comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits en sus et payables à la livraison. \*Ne s'applique pas aux camions poids moyen. S'applique aux nouveaux véhicules GM 2005 en inventaire qui seront livrés le ou avant le 30 septembre 2005. Incluant un abonnement d'un an gratuit au plan Sain et saur. Contrat de service requis. Pour obtenir tous les détails et les modalités liés au système OnStar, appelez au 1 800 667-8277, informez-vous auprès de votre concessionnaire ou consultez le site onstar.ca. À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Le PDSF est le prix de détail suggéré par le fabricant. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Le montant d'argent économisé grâce à cette offre peut varier selon les prix de vente habituels du concessionnaire. Transport en sus. \*Transport et taxes en sus. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM et de GM Mobilité. Une quantité limitée de modèles 2005 est offerte. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis. Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, au 1 800 463-7483 ou visitez gmcanada.com



# VINCENT MARISSAL

## Tirer une ligne

Comme ça, André Boisclair a fait la fête dans ses jeunes années. Il aurait — ô horreur — fait des excès d'alcool. Il aurait fréquenté des bars branchés. Il aurait même sniffé de la coke.

C'est ironique, quand on y pense, d'«accuser» André Boisclair d'avoir fait le party, lui à qui on reproche habituellement d'être un vieux jeune un peu chiant et coincé. Mais, bon, il y a une course à la direction et André Boisclair est seul en avant, ce qui expose évidemment son dos aux poignards de ses adversaires. Lesquels se sont beaucoup agités ces derniers temps au téléphone et par courriel pour ressasser les écarts de jeunesse de M. Boisclair. De la politique dans tout ce qu'il y a de plus sale.

Il faut dire que la réponse de l'«accusé», vendredi, n'a pas été très convaincante. André Boisclair avait deux possibilités : avouer ces écarts, ou les nier et mettre ses accusateurs au défi de fournir des

preuves. Il n'a pas nié, laissant entendre qu'il avait déjà effectivement consommé de la cocaïne, ce qui ne fait pas de doute pour tous ceux qui ont fréquenté André Boisclair à une certaine époque. Pis encore, M. Boisclair affirme «être ailleurs» aujourd'hui et «être en pleine possession de ses moyens», ce qui laisse croire que ça n'a pas toujours été le cas. Dans la présente course, la plus grande menace qui pèse sur M. Boisclair n'est pas tant son passé que l'incapacité de son équipe de campagne de lui concocter rapidement une stratégie pour tirer un trait sur cette affaire de cocaïne.

La bonne nouvelle pour André Boisclair, c'est que cette histoire sort très tôt dans la course. Toute percutante soit-elle, elle devrait s'estomper si personne n'a rien de neuf à y ajouter. Subsistera néanmoins un doute qui pourrait faire mal au jeune politicien dans une campagne électorale.

Les rumeurs sur la vie olé olé de

M. Boisclair courent depuis des années et ce n'était qu'une question de temps avant que la question ne surgisse. Ses adversaires ont toutefois intérêt à être prudents : la population aime bien les potins, mais elle méprise généralement ceux qui les colportent.

Sous les projecteurs de la course à la direction du PQ, cette histoire a pris des proportions exagérées. André Boisclair n'a certainement pas été un ange, mais il ne faut pas exagérer. Il n'est quand même pas Sid Vicious (le bassiste des Sex Pistols, pour ceux à qui ce nom ne dit rien). À lire et à entendre l'«acte d'accusation» d'André Boisclair, c'est à croire que le jeune homme menait une vie de débauche et qu'il a passé des années «gelé ben dur» au conseil des ministres. La vraie question est de savoir s'il a déjà compromis l'intégrité du gouvernement et la saine gestion des affaires publiques parce qu'il était intoxiqué. De ça, personne n'a apporté la preuve.

Quiconque a couvert la politique dans les années 90 à Québec a déjà vu André Boisclair prendre un verre et s'amuser dans les bars de la Grande-Allée. Comme on voyait, d'ailleurs, bon nombre de ses collègues, ministres ou députés, bien imbibés dans les chics restaurants voisins. Pourtant, à l'époque, personne ne jugeait pertinent de publier de telles histoires.

Au même titre que l'on n'a jamais jugé d'intérêt public les soirées de René Lévesque, grand noceur devant l'Éternel. Pas plus que l'on n'a écrit sur les ministres qui entrent bien ronds à l'Assemblée nationale pour la période des questions après un long dîner bien arrosé. On a déjà vu un premier ministre (dans l'exercice de ses fonctions) tellement bourré qu'il était incapable d'attacher sa ceinture dans un avion. Ou un gouvernement au complet «sur le party» lors d'une réunion du caucus.

Le milieu politique est riche en rumeurs et en histoires scabreuses,

à Québec comme à Ottawa. Un ministre travelo à ses heures, un autre qui aurait tabassé sa femme ou un autre qui se vante d'avoir «baisé avec tellement de femmes qu'elles feraient la longueur du pont de Québec si on les plaçait l'une derrière l'autre».

Entre les rumeurs invérifiables et les incidents réels, entre les faits et les légendes, les médias essaient tant bien que mal de tirer une ligne entre vie privée et intérêt public. Une ligne bien mince. Et bien floue. Si on s'intéresse aux écarts d'André Boisclair sous prétexte qu'il occupait et souhaite de nouveau occuper une fonction publique, faudra dorénavant publier la liste de tous les ministres et premiers ministres vus un jour en état d'ébriété dans l'exercice de leurs fonctions. On commence par qui ?

### COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur : [vincent.marissal@lapresse.ca](mailto:vincent.marissal@lapresse.ca)

## Pauline Marois mise sur l'expérience

MARIE-CLAUDE LEMIEUX

Pauline Marois joue la carte de l'expérience face à André Boisclair, son jeune rival et favori dans la course à la direction du Parti québécois. L'ex-vice-première ministre refuse toutefois de commenter les allégations sur les frasques passées de M. Boisclair.

«Quand on veut choisir la personne qui prendra la direction du parti et du Québec, on regarde d'abord sa feuille de route, soutient M<sup>me</sup> Marois. On choisit

celle qui est la mieux préparée pour accomplir la tâche.»

De récents sondages placent Pauline Marois au deuxième rang dans la course, derrière André Boisclair. Après plus de 25 ans au parti, M<sup>me</sup> Marois affirme qu'elle a fait ses preuves comme militante, députée et ministre. «Les militants devront choisir qui a les capacités d'assumer la responsabilité, lourde et exigeante, de diriger le Québec et de mobiliser les Québécois vers le projet de pays.»

Pour l'heure, les appuis à M<sup>me</sup> Marois se multiplient. Après l'ex-vice-

présidente Marie Malavoy, quatre officiels élus du PQ se rangent derrière elle. En point de presse, Christian Gagnon, Maria Mourani, Maxime Barakat et Renée Collin ont tour à tour vanté les qualités de rassembleuse de Pauline Marois. «Elle sait écouter, dit Renée Collin, du conseil exécutif de Montréal-Ville-Marie. Elle a les qualités de chef de parti ou de gouvernement et de chef d'État.»

Par ailleurs, Pauline Marois refuse de commenter les allégations suivant lesquelles André Boisclair, alors qu'il était ministre, aurait fait

des excès d'alcool et pris de la cocaïne. «Je suis d'accord avec André (Boisclair) quand il dit que nous devons nous concentrer sur la tâche que nous avons à accomplir, dit M<sup>me</sup> Marois. Ces allégations risquent d'avoir un impact mais, quant à moi, mon chemin est tracé depuis un bon moment. Je veux réussir le pays et pour cela il faudra défaire Jean Charest. Avec l'appui des membres, je suis tout à fait confiante d'y arriver», a ajouté M<sup>me</sup> Marois.

Quant à Bernard Landry, il refuse de dire qui il appuie. «J'ai fait mon

choix, mais je ne vous le dirai pas, a-t-il dit, sourire en coin. Je ne veux pas abuser de ma position d'ancien chef pour influencer les militants dans leur choix. Et sur le plan personnel, j'ai des gens très près de moi qui travaillent dans divers camps et je ne veux pas les mettre en conflit.»

M. Landry assistait, hier, à un brunch soulignant le premier anniversaire de la victoire du PQ dans Laurier-Dorion, sa première sortie publique depuis sa démission. Il a aussi refusé de commenter les récentes allégations sur le passé trouble d'André Boisclair. «Ce ne sont pas mes affaires, soutient M. Landry. On lui a posé la question, il a répondu franchement. C'est aux membres du parti de décider.

## Une bretelle sème la discorde à Longueuil

PHILIPPE MERCURE

C'est pour construire un hôtel, un cinéma et un centre de congrès que la Ville de Longueuil souhaite démolir une bretelle d'accès au pont Jacques-Cartier, affirme un groupe de citoyens mécontents.

La bretelle de la rue Saint-Charles, à Longueuil, devait être démolie le 24 août dernier pour faire place à un parc de stationnement destiné aux usagers du transport en commun. Devant la grogne des citoyens, la Ville de Longueuil avait retardé les travaux et promis de mieux informer les citoyens. Alors que la reprise des travaux pourrait être décidée demain, un groupe affirme maintenant que la Ville a des intentions cachées.

«Il se trame bien d'autres choses derrière ce projet, a dénoncé hier Jean-François

Michaud, porte-parole de Coalition Rive-Sud, un groupe de citoyens formé pour l'occasion. La Ville veut mettre le terrain de la bretelle à la disposition de promoteurs privés et nous faire payer le prix de ce mégaprojet.»

Coalition Rive-Sud dit posséder des documents montrant que les terrains visent à accueillir un hôtel, un cinéma et un centre des congrès. Le groupe dénonce aussi le manque de transparence de la Ville dans le dossier et s'inquiète des «embouteillages catastrophiques» que provoquera la disparition de la bretelle.

L'avocat chargé du dossier, Michel Savonitto, a qualifié hier de «mascarade» les séances d'information tenues, jeudi dernier, par la Ville de Longueuil. «On a réussi à faire adopter en catimini un règlement d'emprunt de 29 millions de dollars.

Et ce règlement d'emprunt va imposer des taxes à l'ensemble des citoyens de la grande ville de Longueuil, pour un projet local qui ne bénéficiera qu'aux citoyens d'un petit secteur», a-t-il dénoncé hier.

Avant les rencontres d'information de jeudi dernier, le chef de service de la direction des communications de la Ville, Michel St-Laurent, avait défendu le projet. «On ne parle que de la bretelle Saint-Charles et du stationnement qui sera construit dessus. L'objectif du projet n'est pas de fermer un accès au pont Jacques-Cartier pour construire un stationnement, mais d'améliorer la circulation dans l'ensemble du secteur, surtout pour le transport en commun», avait-il expliqué.

Avec Bruno Bisson

334630A

Mercedes-Benz

**QU'EST-CE QUE L'ANTI-CUBICULE ?**

LaReponseEstB.com

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2005.



CE MATIN À 10 h

Entrevue avec Charles Taylor, l'un des 25 plus grands penseurs du monde selon *Le Nouvel Observateur*.

BAZZO 9 h

**95,1** FM  
PREMIÈRE CHAÎNE

## ACTUALITÉS

# Pierre Bourque propose d'assainir les finances de Montréal

SÉBASTIEN RODRIGUE

Pierre Bourque souhaite administrer un régime minceur aux finances municipales en réduisant les dépenses de 450 millions de dollars en quatre ans et en affectant cette somme aux arrondissements et à la réfection des rues.

Le chef de l'Équipe Bourque/Vision Montréal a dévoilé son programme électoral au Métro-opolis hier, lors d'un discours fleuve devant ses 104 candidats et ses partisans. « Le premier besoin actuel des citoyens est de voir la qualité de leur ville s'améliorer rapidement », a-t-il lancé.

L'entomologiste bien connu Georges Brossard a d'abord fait l'éloge du candidat à la mairie. « Avant Bourque et après Bourque, on a eu droit à des administrations barbares, sans passion, sans émotion, qui ne voient rien », a-t-il déclaré. Des partisans gonflés à bloc agitaient des drapeaux arborant le slogan *On vous connaît par cœur*.

Dans son discours, Pierre Bourque s'est attaqué au plan *Imaginer réaliser Montréal 2025* de son principal adversaire à la mairie, Gérald Tremblay. Ce plan, dévoilé la semaine dernière, compte 130 projets de toutes sortes totalisant 64 milliards d'ici 2025. « Cette administration fantasmait à nous décrire une ville utopique pour l'an 2025, et pendant ce temps nos rues sont transformées en gruyère, les déchets envahissent les espaces publics, nos écoles se vident et nos quartiers s'appauvrissent », a dit Pierre Bourque.

## Promesses de 1,7 milliard

S'il est élu, le chef de l'Équipe Bourque/Vision Montréal entend réaliser des promesses totalisant 1,7 milliard, qu'il financera notamment par des rationalisations budgétaires. Pierre Bourque soutient que le budget de la Ville de Montréal a augmenté de 500 millions de dollars en quatre ans mais que les services à la population ne se sont pas améliorés.

M. Bourque accuse l'adminis-



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©

Pierre Bourque a dévoilé, hier, son programme électoral devant ses candidats et ses partisans.

tration sortante de recourir inutilement à des firmes externes. « Je vais couper dans tout ce qui est le gras de la ville, il y a des tonnes de contrats à des firmes professionnelles », a-t-il expliqué.

Comme l'écrivait *La Presse* la semaine dernière, l'ancien maire souhaite augmenter les budgets des arrondissements de 20 % pour améliorer les services locaux. Les 100 rues les « plus délabrées » seront aussi remises en état et des programmes de rénovations commerciales réapparaîtront. « C'est l'image de notre ville qui sera transformée », a prévenu M. Bourque.

Le programme électoral comprend aussi un gel des avis d'impôt foncier pendant quatre ans, mis à part l'effet de l'harmonisation des taux d'imposition. Pierre Bourque veut égale-

ment freiner l'augmentation des tarifs du transport en commun et éliminer la surtaxe sur l'eau parce qu'elle nuit aux entreprises, selon le candidat à la mairie.

M. Bourque dit en outre vouloir répondre aux besoins des familles pour éviter qu'elles aillent s'établir en banlieue. L'Équipe Bourque/Vision Montréal propose, par exemple, de subventionner la construction de logements de plus de deux chambres à coucher et d'offrir les services municipaux gratuitement aux familles de trois enfants et plus.

Le maire sortant, Gérald Tremblay, estime que les engagements de Pierre Bourque sont « peu crédibles ». Le chef de l'Équipe Tremblay/Union des citoyens de l'île de Montréal soutient que son administration

a réalisé des économies de 200 millions de dollars en quatre ans en plus de réaliser des surplus de 100 millions. Gérald Tremblay doute des capacités de gestionnaire de son adversaire : « Il a toujours parlé des problèmes, mais il n'a jamais rien réglé », a-t-il dit en allusion à son passage de sept ans à la mairie de Montréal. M. Tremblay précise que Pierre Bourque sabrait dans les « dépenses importantes » lorsqu'il était maire en retardant des investissements et en omettant de payer les cotisations au régime de retraite des employés de la Ville.

Les programmes des principaux partis politiques municipaux sont maintenant publics. L'affichage électoral sera permis à compter du 23 septembre, ce qui marquera le dernier sprint jusqu'à l'élection du 6 novembre.

## Le programme électoral de Vision Montréal en bref

### Administration

- > Coupes de 450 millions en quatre ans dans l'administration centrale
- > Augmentation de 200 millions en quatre ans du budget des arrondissements
- > Création d'un comité d'éthique pour examiner l'attribution de contrats externes
- > Approbation des contrats de plus de 250 000 \$ par le conseil municipal

### Famille

- > Mesures pour inciter les promoteurs à construire des logements de plus de deux chambres à coucher
- > Accès gratuit aux installations municipales pour les familles de trois enfants et plus

### Fiscalité

- > Gel de l'impôt foncier
- Abolition de la surtaxe sur l'eau

### Environnement

- > Remplacement des voitures à essence par des modèles hybrides
- > Réglementation plus sévère en matière de propreté
- > Création de six éco-centres
- > Plantation de 10 000 arbres et d'un million de fleurs pendant quatre ans
- > Fluoration de l'eau potable

### Transport

- > Rénovation des 100 rues « les plus délabrées » au coût de 200 millions
- > Gel des tarifs du transport en commun pendant quatre ans
- > Mise en place de deux lignes de trains légers de surface
- > Prolonger de 100 kilomètres les pistes cyclables

### Développement économique

- > Réactivation du programme de rénovation commerciale
- > Revitalisation du Vieux-Montréal
- > Réduction du stationnement de surface

### Culture

- > Augmentation de 20 % du budget des bibliothèques
- > Augmentation de deux millions du budget du Conseil des arts

## Souquer ferme

Le septième Défi 767, qui consistait à tirer un Airbus 321 sur une piste de la base d'Air Canada à l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau, a permis d'amasser 27 853 \$ au profit des Jeux olympiques spéciaux du Québec. Le défi a réuni cette année 35 équipes composées de 20 participants chacune. Les équipes devaient tirer à l'aide d'un câble un avion Airbus pesant 72 767 kg sur une distance de 3,5 m. Le temps le plus court — équipe masculine ou mixte — a été réalisé par l'Agence des services frontaliers du Canada (6,41 secondes). Du côté féminin, le meilleur temps a été réalisé par Merk Frost (9,66 secondes), tandis que l'équipe la plus légère (268 kg) à réussir à tirer l'appareil a été celle de Lipari Déménagement.



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©

## Journée Terry Fox

Afin de commémorer le 25<sup>e</sup> anniversaire du Marathon de l'espoir entrepris par Terry Fox, qui avait entrepris de traverser le Canada d'un océan à l'autre au pas de course, près de 4 millions de personnes ont couru ou marché hier un peu partout au pays, et notamment dans 62 villes du Québec, afin d'amasser des fonds pour la recherche sur le cancer. À Montréal, l'activité avait lieu sur le mont Royal. Plusieurs des participants y étaient pour la cause, mais aussi en souvenir d'un être cher mort du cancer. Depuis sa création, la fondation Terry-Fox a amassé plus de 360 millions de dollars pour la recherche. La journée Terry-Fox a été soulignée dans plus d'une cinquantaine de pays. Raymond Gervais

Adieu  
monotonie

Toute la semaine à 10 h,  
retour sur les années 75-84  
avec Sophie Durocher et ses chansons.

Réalisation : Yves Bergeron



ESPACE  
MUSIQUE  
100,7<sup>FM</sup>

www.radio-canada.ca/radio

# S M A S H



Après deux ans,  
ils sont de retour pour un autre match !

**CE SOIR 21 H**

[WWW.RADIO-CANADA.CA/TELEVISION](http://WWW.RADIO-CANADA.CA/TELEVISION)

SCÉNARIO ET DIALOGUES : DANIEL LEMIRE  
COLLABORATION AU SCÉNARIO : JEAN-PIERRE PLANTE  
RÉALISATEUR : RICARDO TROGI



RADIO-CANADA  
**VOUS ALLEZ VOIR.**

## PARK'N FLY

### STATIONNEMENT D'AÉROPORT

**Stationnement valet pour le prix de l'express A**  
**Épargnez jusqu'à 10 \$**  
**6,95\$/jour 39,95\$/semaine**

Régulier 8,95\$/jour 49,95\$/semaine

**Pour renseignements**  
**1 866 992-2359**

- Navette 24 heures à l'aérogare
- Commodités



- Économies
- Parcs bien éclairés et clôturés

Modaliés : Présentez ce coupon en sortant du Park'N Fly. Les frais courent des l'enregistrement et sont fondés sur une période min de 24 h. Une semaine est égale à 7 jrs consécutifs de 24 h. Un seul coupon par transaction. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre. Taxes en sus. Sous réserve de modifications sans préavis. Valable jusqu'au 15 déc. 2005.

**12155, Côte-de-Liesse, Dorval www.parknfly.ca**

## ACTUALITÉS

### Conflit de travail chez Olymel, à Princeville

# Les employés disent non

PHILIPPE MERCURE

Les ex-employés de l'usine Olymel de Princeville, près de Victoriaville, ne retourneront pas au travail contre des baisses de salaire, même s'ils doivent perdre définitivement leur emploi. Ils ont rejeté hier dans une proportion de 83 % le plan de relance proposé par la direction.

L'atelier d'abattage et de découpage de porcs est fermé depuis 16 mois. Les dirigeants proposaient aux employés des baisses de salaire d'en moyenne 20 % et des modifications à la collection collective afin de le relancer.

Au réseau LCN, hier, les travailleurs se sont dits insultés de l'offre des dirigeants, parlant d'un retour de 20 ans en arrière. Par exemple, un employé qui gagnait 19 \$ l'heure avant la fermeture, en mai 2004, aurait vu son salaire baisser à 13 \$.

En entrevue à *La Presse*, Paul Beauchamp, vice-président principal d'Olymel, a soutenu

hier qu'avec une moyenne de 15 \$ l'heure, les conditions étaient « nettement concurrentielles avec le reste de la région et nettement concurrentielles avec celles de l'industrie en Amérique du Nord ». Il s'est dit déçu et surpris de la décision des employés.

Le 28 août dernier, les travailleurs de l'usine Olymel de Saint-Hyacinthe ont au contraire consenti à des baisses de salaire de 20 % pour sauver leurs emplois.

Quant à l'avenir de l'entreprise de Princeville, M. Beauchamp a affirmé hier : « Les activités vont rester là où elles en sont à l'heure actuelle, c'est-à-dire nulles. »

Le plan de relance prévoyait l'injection de trois millions de dollars et la réembauche de 250 à 300 des 380 travailleurs. En plus de consentir aux baisses de salaire, les employés devaient signer une convention collective d'au moins sept ans. M. Beauchamp a parlé hier des problèmes

qu'occasionnait l'ancienne convention collective, par exemple les règles de supplémentation par ancienneté.

« Il fallait déplacer un nombre incalculable de personnes parce qu'on en avait déplacé une, souligne-t-il. C'est ce genre d'éléments qui coûtaient extrêmement cher en termes de gestion interne. » Le vice-président croit toutefois que ce sont les questions salariales qui ont fait échouer le projet de réouverture.

M. Beauchamp a confié que l'entreprise avait été « durement frappée par la variation rapide et importante du taux de change », précisant que la moitié des porcs élevés au Canada sont expédiés à l'étranger. L'arrivée de nouveaux acteurs, notamment américains et brésiliens, sur le marché de l'exportation a aussi fait mal à l'industrie, tout comme le resserrement du marché japonais, le plus lucratif au monde dans ce domaine.

### RÉSULTATS

TVA, le réseau des tirages

LOTTO	Tirage du	GAGNANTS	LOTS
649	2005-09-17	6/6	1 3 894 935,00 \$
		5/6+	1 278 209,60 \$
		5/6	172 1 336,20 \$
		4/6	8 333 52,20 \$
		3/6	141 805 10,00 \$
		2/6+	85 101 5,00 \$
Ventes totales :		14 216 986 \$	
Prochain gros lot (appr.) :		4 000 000 \$	

ORCHÉE	Tirage du	GAGNANTS	LOTS
49	2005-09-17	6/6	1 1 000 000,00 \$
		5/6+	1 50 000,00 \$
		5/6	24 500,00 \$
		4/6	931 50,00 \$
		3/6	18 238 5,00 \$
		Ventes totales :	

EXTRA	Tirage du	NUMÉRO
2005-09-17	2005-09-18	330189
		445095

QUOTIDIEN	Tirage du	NUMÉRO
2005-09-18	2005-09-18	787
		2062

GRAND LANCEMENT	Tirage du	NUMÉRO
2005-09-18	2005-09-18	01 04 07 08 09 14 18 20 21 22
		33 38 43 46 48 50 53 54 59 62

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

## Nouveau contrat de travail chez Ford

PRESSE CANADIENNE

TORONTO – Les travailleurs de Ford Canada ont presque unanimement accepté un nouveau contrat de travail, même s'il offre des augmentations de salaire parmi les moins élevées de l'histoire de leur syndicat en plus de permettre des centaines de mises à pied.

Le syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) a déclaré hier

que 95 % des syndiqués de Ford avaient accepté leur convention collective d'une durée de trois ans, après une entente de principe survenue la semaine dernière.

Environ la moitié des 11 600 travailleurs syndiqués de Ford ont voté sur l'entente dans les villes ontariennes de Windsor, St. Thomas et Brampton.

Le résultat apparaît comme une victoire pour le président des TCA, Buzz Har-

grove. Il a reconnu que l'entente était difficile pour les membres, car elle permet à Ford d'abolir 1000 postes au cours des trois prochaines années.

« Ça montre que même dans le cas d'une négociation difficile, si le syndicat et l'entreprise respectent leurs responsabilités, il est possible de conclure une entente », a dit M. Hargrove après l'annonce des résultats du vote, hier après-midi.



**Financement à l'achat à partir de 0% MINIMUM\***

**jusqu'à 1.8% MAXIMUM\***

**LEGACY 2.5i BERLINE 2005**

**OU LOUEZ À 319\$\*\*** taxes en sus

**Traction intégrale symétrique à prise constante**

- Moteur boxer 2,5 L - 168 ch • Transmission manuelle à 5 rapports • Climatiseur • Stéreo AM/FM/CD • ABS aux 4 roues • Jantes en alliage d'aluminium 16 po • Et plus encore...



**LEGACY 2.5i FAMILIALE 2005**

**OU LOUEZ À 329\$\*\*\*** taxes en sus

**Traction intégrale symétrique à prise constante**

- Moteur boxer 2,5 L - 168 ch • Transmission manuelle à 5 rapports • Climatiseur • Stéreo AM/FM/CD • ABS aux 4 roues • Jantes en alliage d'aluminium 16 po • Et plus encore...



**OUTBACK 2.5i FAMILIALE 2005**

**OU LOUEZ À 359\$\*\*\*\*** taxes en sus

**Traction intégrale symétrique à prise constante**

- Moteur boxer 2,5 L - 168 ch • Transmission manuelle à 5 rapports • Climatiseur • Stéreo AM/FM/CD • ABS aux 4 roues • Jantes en alliage d'aluminium 16 po • Et plus encore...



**IMPREZA 2.5RS BERLINE 2005**

**PROMOTION SPÉCIALE 22 495\$\*\*\*\*\***

**Traction intégrale symétrique à prise constante**

- Moteur boxer 2,5 L - 165 ch • Transmission manuelle à 5 rapports • Climatiseur • Stéreo AM/FM/CD • ABS aux 4 roues • Système de télédéverrouillage avec bouton de panique • Régulateur de vitesse • Et plus encore...



## Roulez partout, par tous les temps.

www.subaru.ca

SUBARU SAINTE-AGATHE  
SAINTE-AGATHE DES-MONTS

JOHN SCOTTI SUBARU  
SAINT-LEONARD

SUBARU SAINT-HYACINTHE  
SAINT-HYACINTHE

CARREFOUR SUBARU AUTO  
SAINTE-ROSE, LAVAL

SUBARU AUTO CENTRE  
MONTRÉAL

SUBARU RIVE-SUD  
GREENFIELD PARK

SUBARU SAINT-JÉRÔME  
SAINT-JÉRÔME

JOLIETTE SUBARU  
JOLIETTE

CONCEPT AUTOMOBILES  
GRANBY

SUBARU REPENTIGNY  
REPENTIGNY

SUBARU DES SOURCES  
DOLLARD DES ORMEAUX

LACHUTE SUBARU  
BROWNSBURG

SUBARU DE LAVAL  
ADM AUTOMOBILES



## SUBARU

\* Possibilité de financement à l'achat à partir de 0% minimum jusqu'à 1.8% maximum sur les quatre modèles annoncés. Sujet à l'approbation de crédit par GMAC.\*\* Pour le modèle Legacy 2.5i Berline 2005 5 vitesses (5A1UL) : paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. 0 \$ de dépôt de sécurité. Comptant 3 595 \$ ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 4 573,52 \$ taxes incluses. 20 000 km par année, 12c du kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs et autres taxes incluses. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. Sujet à l'approbation de crédit de GMAC.\*\*\* Pour le modèle Legacy 2.5i Familiale 2005 5 vitesses (5B1UL) : paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. 0 \$ de dépôt de sécurité. Comptant 3 595 \$ ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 4 586,08 \$ taxes incluses. 20 000 km par année, 12c du kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs et autres taxes incluses. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. Sujet à l'approbation de crédit de GMAC.\*\*\*\* Pour le modèle Outback 2.5i Familiale 2005 5 vitesses (5D1UL) : paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. 0 \$ de dépôt de sécurité. Comptant 3 595 \$ ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 4 619,53 \$ taxes incluses. 20 000 km par année, 12c du kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs et autres taxes incluses. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. Sujet à l'approbation de crédit de GMAC.\*\*\*\*\* Pour le modèle Impreza 2.5RS Berline 2005 5 vitesses (6F1RS) : prix de vente. Transport et préparation (1295 \$) en sus. Taxes en sus. Le concessionnaire peut offrir un prix moindre. Immatriculation (prix varie selon le client), assurance, taxes sur les pneus neufs (15 \$) et autres taxes en sus. Offre valable jusqu'au 30 septembre 2005. Photos à titre indicatif seulement. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire Subaru.

PRIX DE L'ESSENCE

# Une nouvelle enquête

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA – Le Bureau de la concurrence a mené cinq enquêtes depuis 1990 sur les prix élevés de l'essence, mais aucune n'a permis de prouver qu'il y avait collusion dans l'industrie pétrolière pour gonfler les prix.

Devant la récente flambée des prix à la pompe, l'organisme indépendant a décidé de mener une nouvelle enquête afin de s'assurer que les prix de gros et de détail de l'essence sont liés aux forces du marché.

« On n'a jamais trouvé de preuve que les augmentations périodiques des prix étaient le résultat d'un complot visant à réduire la concurrence dans l'approvisionnement de l'essence. Au contraire, on a toujours conclu que les hausses étaient attribuables aux forces du marché telles que l'offre et la demande et aux prix croissants du pétrole brut », a expliqué récemment un porte-parole du bureau à *La Presse*.

La dernière enquête du Bureau de la concurrence remonte au 4 mai 2004. À l'époque, les enquêteurs avaient déterminé que les prix élevés du pétrole brut et les faibles

stocks d'essence étaient attribuables aux capacités insuffisantes de raffinage en Amérique du Nord. L'organisme avait reçu « un nombre considérable de plaintes » après que les prix du pétrole brut eurent fait un bond pour atteindre 50 \$US le baril.

Aujourd'hui, les capacités de raffinage aux États-Unis ont été réduites de près de 10 % après le passage de l'ouragan *Katrina* il y a quatre semaines et le prix du baril de pétrole dépasse les 64 \$US.

Inondés de plaintes de la part des automobilistes au cours des dernières semaines, les députés

**« On a toujours conclu que les hausses étaient attribuables aux forces du marché. »**

ont décidé de convoquer les représentants des pétrolières devant le comité de l'industrie de la Chambre des communes, le 22 septembre.

Certains élus, dont le député

bloquiste Paul Crête, et des syndicats, telle la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), souhaitent que le gouvernement fédéral impose une surtaxe temporaire sur les profits qu'empoche l'industrie pétrolière.

Les gens d'affaires commencent aussi à s'inquiéter de la flambée des prix sur la croissance de l'économie canadienne. La Fédération de l'entreprise indépendante (FCEI), qui représente 105 000 PME au pays, a demandé la semaine dernière à Ottawa de ramener les taxes sur l'essence au niveau en vigueur aux États-Unis.

La semaine dernière, à Trois-Rivières, le premier ministre Paul Martin a confirmé que son gouvernement offrira une aide financière aux démunis qui recevront une facture de chauffage plus élevée cet hiver.

Le ministre des Finances, Ralph Goodale, devrait annoncer cet automne une série de mesures qui permettront de diminuer les effets de la hausse des prix du mazout sur les ménages à faible revenu.



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE  
Ce week-end, le prix de l'essence dans la grande région métropolitaine oscillait entre 1,10 \$ et 1,15 \$.

3342902A

PHOTO: MICHEL CLOUTIER

DU LUNDI AU JEUDI 18 H

WWW.RADIO-CANADA.CA/VERO

RADIO-CANADA  
VOUS ALLEZ VOIR.

RÉALISATION : LUC SIROIS ET ALAIN CHICOINE

3344576

## ACTUALITÉS

## Entente à l'hôtel Omni

PRESSE CANADIENNE

Le dernier hôtel montréalais où persistait un conflit de travail, l'hôtel Omni, a finalement conclu une entente de principe avec les syndiqués qui ont voté massivement hier en faveur du retour au travail prévu demain.

Le syndicat affilié à la Confédération des syndicats nationaux (CSN) a fait savoir par voie de communiqué hier que l'entente de principe était intervenue vendredi, ainsi qu'un protocole de retour au travail samedi. Le syndicat estime que c'est l'arrivée de la haute direction de la chaîne texane à la table des négocia-

tions le 13 septembre qui a permis le déblocage.

Les grévistes ont voté en faveur de l'entente à 95 %. Au centre du litige, les mouvements de main-d'œuvre, qui ont été réglés à la satisfaction du syndicat. Tous les griefs pendants ont aussi été solutionnés. Pour le reste, l'entente s'aligne sur

les dispositions convenues dans les autres grands hôtels montréalais, peut-on lire dans le communiqué : hausses salariales de 11 % sur trois ans, amélioration du régime de retraite, hausse de la part de l'employeur à l'assurance collective, de même qu'une clause limitant la sous-traitance.

## EN BREF

## Quatre morts sur les routes

Au moins quatre personnes ont perdu la vie au cours du week-end sur les routes du Québec. Un accident a fait un mort et trois blessés graves dimanche après-midi sur le chemin de la Manouane à Saint-Michel-des-Saints, dans Lanaudière. Le conducteur de la voiture aurait perdu la maîtrise de son véhicule dans une courbe pour aller percuter une camionnette. La victime est le passager de la voiture, un homme de 29 ans, de Sainte-Béatrix. Dans la nuit de vendredi à samedi, un homme de 23 ans qui se tenait debout au milieu de la route 153, à Saint-Tite, en Mauricie, a été heurté mortellement par une voiture. Un jeune homme de 20 ans a perdu la vie à la suite d'une sortie de route à Sainte-Louise, dans la région de Chaudière-Appalaches, dans la nuit de samedi. Selon la police, le jeune homme se serait endormi au volant. Enfin, un homme de 33 ans qui s'était engagé à contresens sur l'autoroute 20 est mort lorsque sa voiture est entrée en collision avec un poids lourd, un peu après 20 h, vendredi, à Saint-Michel-de-Bellechasse, dans Chaudière-Appalaches. PC

## La drogue aurait mené au meurtre

C'est une transaction de drogue ratée d'une valeur de plus de 200 000 \$ qui aurait mené au meurtre de Luc Lachance, à Saint-Bernard-de-Beauce, samedi. Près d'un kilo de cocaïne a été retrouvé par les policiers dans le sac à dos que le présumé meurtrier a laissé derrière lui après le meurtre. Tout indique donc que les deux individus étaient en train de réaliser une transaction qui a mal tourné. « Selon nos informations, ils se connaissaient très bien », confirme Richard Gagné, de la Sûreté du Québec. Le présumé meurtrier, un jeune homme de 23 ans de Beauport, va comparaître aujourd'hui au palais de justice de Saint-Joseph. PC

## Portier blessé

Le portier d'un bar de la rue Crescent, dans le centre-ville de Montréal, a été poignardé au dos dans la nuit de samedi à hier, après s'être interposé dans une échauffourée impliquant une dizaine de personnes à l'heure de la fermeture. Un autre homme âgé de 22 ans a été blessé légèrement à la figure et a été transporté à l'hôpital. La bagarre a pris fin lors de l'arrivée massive des policiers, qui ont d'ailleurs fermé la rue Crescent entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard René-Lévesque parce que plusieurs centaines de personnes s'y attardaient. Un suspect âgé de 25 ans a été arrêté, et la police recherche toujours celui qui a blessé le portier. La vie du portier n'est pas en danger. Raymond Gervais

## Une dispute tourne mal

Une dispute entre des frères jumeaux a mal tourné hier en Beauce au point où l'un d'eux a foncé sur l'autre à bord de son véhicule, le blessant gravement. Selon certaines informations, les deux frères se seraient disputés à propos d'une somme d'argent. Le suspect serait monté à bord de son véhicule, en furie, avant de foncer droit sur son frère et sa belle-soeur. « L'impact a été violent et les deux personnes ont été traînées sur plusieurs pieds », a indiqué Richard Gagné, porte-parole de la Sûreté du Québec. Le suspect aurait même roulé sur l'une des victimes. Souffrant de nombreuses blessures, le couple a été transporté au Centre hospitalier de Saint-Georges-de-Beauce. On ne craint toutefois pas pour leur vie. Quant au présumé agresseur, il est retourné tranquillement chez lui, à quelques rues de là. Les policiers l'ont arrêté vers 11 h 30. PC

## L'INDUSTRIE PÉTROCHIMIQUE

DIRE QUE MONTRÉAL-EST AVAIT POUR PREMIÈRE VOCATION DE DEVENIR UNE CITÉ-JARDIN! SON SORT A BASCULÉ EN 1954 QUAND MAURICE DUPLESSIS A DONNÉ LE PREMIER COUP DE PELLE DE CE QUI ALLAIT DEVENIR LE MÉGA-COMPLEXE PÉTROCHIMIQUE QUE L'ON CONNAÎT. D'ABORD SÉDUITS PAR LES INCROYABLES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES, LES CITOYENS ONT COMMENCÉ À DÉCHANTER QUAND, PAR UNE NUIT GLACIALE DE JANVIER 1957, UN RÉSERVOIR A FAIT BOUM!



Voyez les grands travaux qui ont fait entrer le Québec dans la modernité.

**CHANTIERS** CE SOIR 19 h

**HiSToRiA**

POUR CONNAÎTRE TOUTE L'HISTOIRE



# La greffe totale de visage

## Le projet osé d'une chirurgienne

ASSOCIATED PRESS

**CLEVELAND** – Dans les semaines à venir, cinq hommes et sept femmes se rendront discrètement à la Clinique de Cleveland dans l'espoir d'être retenus par la D<sup>re</sup> Maria Siemionow pour une opération jamais tentée et déjà controversée : la greffe totale de visage.

Ils souriront, fronceront les sourcils, fermeront les yeux, ouvriront la bouche. La D<sup>re</sup> Siemionow examinera leurs pommettes, leurs lèvres, leur nez. Elle leur demandera ce qu'ils espèrent gagner et ce qu'ils craignent le plus. Puis elle demandera : « Avez-vous peur de ressembler à quelqu'un d'autre ? »

Car quel que soit l'heureux élu, cette personne subira à coup sûr la crise d'identité la plus extrême que l'on puisse imaginer.

À priori, ne seront retenus que des gens ayant été défigurés accidentellement, autrement dit qui ont déjà vécu une terrible crise d'identité. Pour eux, la transplantation revient simplement à « prendre une enveloppe cutanée » et à y glisser leur identité, soutient la D<sup>re</sup> Siemionow, qui est épaulée par un psychiatre dans le choix des patients.

Ceux qui la soutiennent soulignent qu'elle n'a rien d'un Dr Frankenstein, qu'elle a une grande expérience, qu'elle est entourée d'une équipe compétente et qu'elle a répété l'opération sur des animaux et des dizaines de cadavres pour améliorer sa technique. D'origine polonaise, Maria Siemionow, 55 ans, a une expérience de chirurgienne longue de 30 ans en Europe et en Amérique du Nord.

Ses détracteurs jugent que l'opération est bien trop risquée pour un enjeu qui n'est pas une question de vie ou de mort, contrairement aux transplantations d'organes classiques. Ils craignent un scénario digne d'un film d'horreur : le rejet du visage transplanté par une épouvantable mue qui laisserait le patient dans un état pire qu'avant.

De telles craintes ont dissuadé Français et Britanniques de se lancer dans l'aventure. En mars 2004, le Comité consultatif national d'éthique français s'est en effet prononcé en faveur d'une greffe partielle (le triangle nez-bouche), écartant l'idée de la greffe totale.

Lors de cette « allotransplantation de tissu composite (ATC) de la fa-

ce », selon l'appellation médicale officielle, la peau du visage sera ôtée et remplacée par celle d'un donneur, autrement dit d'un cadavre choisi en fonction de la nature de sa peau, de son âge, de son sexe et de sa couleur. L'opération durera de huit à 10 heures et le séjour à la clinique de dix jours à deux semaines.

L'une des complications possibles est l'infection entraînant le noircissement de la peau et la nécessité d'effectuer une nouvelle transplantation ou une reconstruction avec des greffes de peau. Pour empêcher tout rejet, le patient devra suivre un traitement immunosuppresseur pour le restant de sa vie, avec le risque de dommages aux reins et de cancer, deux effets secondaires bien connus.

La Clinique de Cleveland prendra à sa charge la première transplantation, rien n'ayant encore été décidé pour les autres.

La famille du donneur aura l'assurance que le receveur ne ressemblera pas à leur cher disparu. L'objectif est en effet que le bénéficiaire se ressemble le plus possible à lui-même. La nouvelle peau est en effet moulée sur les os et les muscles existants, et ce sont eux qui donnent sa plastique à un visage.

Quant à toutes ces petites choses qui constituent les expressions du visage, celles-ci viennent de la personnalité et du cerveau et ne sont pas inscrites dans la peau.

Certaines recherches suggèrent que le résultat final pourrait être une combinaison de deux visages.

La technique quant à elle semble moins complexe qu'on pourrait le croire. Il s'agit de microchirurgie : une ou deux paires de veines et d'artères de chaque côté du visage seraient rattachées depuis le tissu du donneur à celui du receveur. Une vingtaine de terminaisons nerveuses seraient reliées pour tenter de rétablir la sensation et le mouvement. De minuscules sutures ancreraient le nouveau tissu au cuir chevelu du receveur et à son cou, ainsi qu'aux zones entourant les yeux, le nez et la bouche.

Aussi audacieux que puisse sembler ce projet, « il aurait pu être fait depuis 10 ans », affirme le Dr John Barker, directeur de recherche en chirurgie plastique à l'Université de Louisville. Mais jusqu'à présent aucun hôpital n'avait accepté de s'associer à la tentative.



PHOTO WADE PAYNE, AP ©

Selon ses détracteurs, la greffe totale de visage n'est pas sans risque. Ils craignent notamment le rejet du visage transplanté qui laisserait le patient dans un état pire qu'auparavant. C'est peut-être ce qui a dissuadé Matthew Teffteller, de Walland, aux États-Unis, de soumettre sa candidature pour l'opération. M. Walland, qui a été défiguré lors d'un accident de la route en 2002, a subi de nombreuses opérations destinées à remplacer la peau endommagée de son visage.

# Mazda 2-20

LE PLUS GRAND CONCESSIONNAIRE MAZDA DE MONTRÉAL VOUS OFFRE...

## LIQUIDATION TOTALE 2005

### RABAIS JAMAIS VU SUR PLACE!

### SUR TOUS NOS 2005 NEUFS!

<h4>Mazda 3 2005</h4> <p>À partir de</p> <h1>1999 \$</h1> <p>/mois*</p>	<h4>FINANCEMENT À PARTIR DE 0%</h4> <p>TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS</p>	<h4>Mazda 6 2005</h4> <p>À partir de</p> <h1>2499 \$</h1> <p>/mois***</p>
<h4>RABAIS JAMAIS VUS SUR TOUS NOS MODÈLES DÉMONSTRATEURS</h4>	<h4>RACHAT DE BAIL AVANT TERME</h4> <p>Peu importe où vous avez loué votre véhicule « de toutes marques » nous pouvons racheter votre bail avant terme AUJOURD'HUI!</p> <p>CONSULTEZ NOS EXPERTS-CONSEILS</p>	<h4>PAYONS LE MAXIMUM POUR VOTRE ÉCHANGE</h4>
<h4>URGENT • URGENT • URGENT • URGENT</h4> <h1>JUSQU'À 7000 \$ DE RABAIS SUR MAZDA 6 2004 NEUVES</h1> <h4>URGENT • URGENT • URGENT • URGENT</h4>		<h4>Mazda MX-5 2006</h4> <p>NOUVEAU</p> <p>Venez l'essayer!</p>

OUVERT de 9h à 21h du lundi au vendredi

DOLLARD-DES-ORMEAUX • 3800, boul. des Sources **Mtl 335-6331 • (514) 685-5555** ILE-PERROT • 1, Don Quichotte **Mtl 875-1925 • (514) 453-3333**

## GRIPPE AVIAIRE

# Percée canadienne

PRESSE CANADIENNE

**TORONTO** – Des chercheurs de la Défense nationale ont conçu de nombreux médicaments qui, selon eux, pourraient contrer la grippe aviaire et augmenter la protection contre la menace d'une pandémie.

Le gouvernement fédéral tente de trouver des chercheurs qui pourraient tester les médicaments à l'extérieur de l'Amérique du Nord et un appel d'offres a été lancé.

Un des membres de l'équipe qui a conçu la plupart des médicaments fait preuve d'optimisme quant à leur potentiel, mais il affirme qu'il faudra attendre plusieurs années avant qu'ils soient produits à l'échelle commerciale.

« Notre espoir, c'est qu'ils seront efficaces pour lutter contre la pandémie. Toutefois, ces médicaments en sont présentement à la phase de l'élaboration préclinique, a déclaré Jonathan Wong, qui dirige un groupe de biologie moléculaire à l'Agence Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC). Il faudra les soumettre à des essais cliniques et à un processus d'évaluation réglementaire rigoureux. »

RDDC est l'agence de recherche de l'armée canadienne. Le travail a été effectué sous haute sécurité dans un laboratoire de l'agence à la base militaire de Suffield, en Alberta.

Il y a un grand besoin de nouveaux médicaments contre la grippe. Présentement, quatre seulement sont produits commercialement, dont deux qui sont inefficaces contre le sous-type H5N1 de la grippe aviaire. Selon des spécialistes, le H5N1 est susceptible de déclencher la première pandémie depuis la grippe de Hong-Kong, en 1968.

Un spécialiste canadien des questions antivirales, le Dr Fred Aoki, a affirmé que le travail accompli avait une dimension de science-fiction, mais qu'il méritait néanmoins qu'on s'y attarde.

« Tout le monde discute de la nécessité d'avoir autre chose que les médicaments dont nous disposons en ce moment, a dit M. Aoki, qui travaille à Winnipeg, à l'Université du Manitoba. Nous découvrons peut-être là une façon de contrer ce qui s'annonce comme une menace pour nous tous. »

L'appel d'offres, dont l'échéance est le 29 septembre, accorde une somme maximale de 240 000 \$ pour la tâche à accomplir. Il stipule que le travail doit être réalisé dans les parties du monde où le virus H5N1 est endémique.

Il sollicite les offres afin de tester « de nouveaux médicaments antiviraux à base génétique » pour vérifier s'ils sont efficaces contre le H5N1. L'objectif est de déterminer l'utilité des médicaments, à la fois comme traitements une fois l'infection déclarée et comme agents prophylactiques, c'est-à-dire à titre préventif.

Selon la demande de soumissions, des études réalisées sur des animaux ont révélé que les médicaments étaient « très efficaces contre de nombreuses maladies virales exotiques comme l'ébola, les infections à l'arbovirus et à l'influenza non aviaire. »

M. Wong, qui a répondu par courriel à des questions sur le projet, a affirmé que les médicaments avaient été conçus par des chercheurs de RDDC, bien que l'un d'eux ait été conçu par un partenaire d'affaires américain dont le nom n'a pas été mentionné.

« Nous croyons que ces médicaments seront extrêmement efficaces contre le virus de l'influenza parce que des études sur des animaux menées au laboratoire de Suffield ont montré que ces médicaments protègent les souris contre les souches de laboratoire du virus de type A de l'influenza, a-t-il soutenu. Parce qu'il s'agit de médicaments à large spectre, nous avons des raisons de croire qu'ils vont bien fonctionner contre la grippe aviaire. »

## THE WADDINGTON'S GROUP

### Waddington's

Canada's Auction House Since 1850

#### FIN DE SEMAINE D'ÉVALUATION GRATUITE À MONTRÉAL LES 24 ET 25 SEPTEMBRE 2005

Des experts de Waddington's, le plus important encanteur au Canada depuis 1850, seront à Montréal pour évaluer vos pièces et meubles antiques, œuvres d'art canadiennes, européennes, américaines et inuit, œuvres d'art du Nord-Ouest historiques et contemporaines, horloges, bijoux et montres, argenterie, tapis orientaux, porcelaine (Moorcroft, Royal Doulton, Staffordshire, etc.), verrerie, Canadiana, photographies, gravures internationales, livres, pièces de collection et œuvres d'art asiatiques. Discutez avec eux de la possibilité de placer vos articles en consignation pour l'un de nos prochains encans cet automne.

Pour obtenir plus de précisions ou fixer un rendez-vous confidentiel, sans obligation de votre part, veuillez communiquer avec Lynda Macpherson sans frais au 1-877-504-5700 ou par courriel à [lm@waddingtons.ca](mailto:lm@waddingtons.ca)

<p>Paire de candelabres danois en argent à cinq branches Johan Rohde pour Georg Jensen, Copenhagen <b>VENDU: 56 500\$</b></p>	<p>Mark Lancelot Symons, Anglais My Lord I Meet in Every London Lane and Street <b>VENDU: 55 200\$</b></p>	<p>'Bacchantes' Vase Laliq, c. 1930 <b>VENDU: 23 000\$</b></p>
<p>Un bracelet en bande filigrane en or quatorze carat <b>VENDU: 14 950\$</b></p>		

#### Encan de gravures internationales

Le mercredi 21 septembre 19h  
Inspection: mardi 20 septembre, 14h à 21h  
mercredi 21 septembre, 9h à 11h  
et 15h à 17h

Oeuvres de grands graveurs américains, britanniques, canadiens et européens, tels que Buffet, Chagall, Calder, Charlesworth, Dine, Foujita, Gill, Haring, Hockney, Klee, Miro, Motherwell, Picasso, Warhol et plusieurs autres.

Inspection virtuelle: [www.waddingtons.ca/prints](http://www.waddingtons.ca/prints)

Pour plus de précisions, s'adresser à:  
Susan Robertson 416.847.6179 [sr@waddingtons.ca](mailto:sr@waddingtons.ca)  
Doug Payne 416.847.6180 [doug@waddingtons.ca](mailto:doug@waddingtons.ca)

#### Encan de bijoux

Le jeudi 22 septembre 19h  
Inspection: mardi 20 septembre, 14h à 21h  
jeudi 22 septembre, 14h à 17h

Inspection virtuelle: [www.waddingtons.ca/jewellery](http://www.waddingtons.ca/jewellery)

Pour plus de précisions, s'adresser à:  
Don P. McLean 416.847.6170 [dpm@waddingtons.ca](mailto:dpm@waddingtons.ca)

#### Encan de beaux livres

Le jeudi 29 septembre 19h  
Inspection: mardi 27 septembre, 14h à 21h  
mercredi 28 septembre, 15h à 17h  
jeudi 29 septembre 14h à 17h

Inspection virtuelle: [www.waddingtons.ca/books](http://www.waddingtons.ca/books)

Pour plus de précisions, s'adresser à:  
Jeff Ferguson 416.847.6181 [jf@waddingtons.ca](mailto:jf@waddingtons.ca)

111 Bathurst Street, Toronto M5V 2R1  
Tél. : 416-504-9100 Sans frais : 1-877-504-5700  
Fax : 416-504-0033 Courriel : [info@waddingtons.ca](mailto:info@waddingtons.ca)  
[www.waddingtons.ca](http://www.waddingtons.ca)

Service du Pacifique à l'Atlantique

Victoria — Toronto — St. John's

# MONDE

## CONSTITUTION IRAKIENNE

### L'ONU distribuera 5 millions d'exemplaires

MEHDI LÉBOUACHERA  
AGENCE FRANCE-PRESSE

BAGDAD — Le Parlement irakien a donné hier le feu vert à l'impression du projet de Constitution soumis au référendum le 15 octobre alors que la violence s'est poursuivie avec notamment l'assassinat d'un député kurde et la découverte de 20 corps qui appartiendraient aux forces de sécurité.

« Nous remettons le projet de Constitution à l'ONU », a annoncé le vice-président de l'Assemblée nationale, Hussein Chahristani, après avoir lu aux députés cinq articles du texte qui ont été modifiés, à la suite notamment de demandes des sunnites.

L'ONU est chargée d'imprimer quelque 5 millions d'exemplaires du texte en vue de sa distribution à la population avant le référendum.

#### Constitution... sur papier

« Si tout va bien nous commencerons l'impression de la Constitution demain », a dit un membre de la représentation des Nations unies, présent à la Chambre, qui a requis l'anonymat.

« L'impression prendra environ 10 jours », a-t-il ajouté, en précisant que quatre millions d'exemplaires seraient imprimés en arabe et un million en kurde.

Le texte « sera distribué par différents moyens afin d'atteindre tous les groupes ethniques dans toutes les régions » et cette distribution sera effectuée « en coordination étroite avec le gouvernement irakien », a-t-il conclu.

#### Fin des modifications

Le projet définitif a repris l'essentiel des modifications apportées au texte quand il a été présenté aux Nations unies mercredi dernier à Bagdad.

La seule modification d'importance depuis lors concerne l'article 3, dans lequel est supprimée la mention que le « peuple arabe (de l'Irak, NDLR) fait partie de la nation arabe ». Les Arabes sunnites ont jugé que cette précision sous-entendait que l'Irak ne faisait pas partie de la nation arabe.

« Les modifications apportées au texte n'apportent rien » aux demandes des sunnites, a estimé Salah Motlak, un membre de cette communauté qui a participé au comité de rédaction.

Il a annoncé le lancement d'une campagne pour rejeter le projet de Constitution au référendum et appelé tous les opposants à se rassembler autour d'un front uni contre le texte.

La séance de l'Assemblée s'est ouverte par une minute de silence à la mémoire du député kurde Fares Nasser Hussein, assassiné samedi soir par des hommes armés alors qu'il se rendait à Bagdad.

Un collègue kurde de Hussein, Haydar Kassem Chenchu, a été blessé et un chauffeur et un garde du corps sont morts dans cette attaque contre leur convoi, survenue à Mouchahadah, à 30 km au nord de Bagdad.

Il s'agit du troisième membre du Parlement, issu des élections du 30 janvier dernier, à être assassiné, après la mort du doyen de la chambre, Dhari al-Fayad le 28 juin, et celle de Lamiya Abed Khaddouri le 27 avril.

Vingt corps d'hommes abattus par balles et appartenant vraisemblablement aux forces de sécurité irakiennes, ont été retrouvés dans le Tigre près de Balad, au nord de Bagdad, selon des sources sécuritaires.

En outre, au moins 12 Irakiens, dont des membres des forces de sécurité, ont été tués dans des attaques à Bagdad et au Nord.

Un soldat américain a été tué samedi par l'explosion d'un engin piégé près d'Al-Asad, dans l'ouest de l'Irak, selon l'armée, portant à 1894 le nombre de soldats américains tués depuis l'invasion du pays en mars 2003, selon un décompte de l'AFP.

# Les Afghans ont boudé le vote



LAURA-JULIE PERREAULT

ENVOYÉE SPÉCIALE  
AFGHANISTAN

KABOUL — Sous le regard de plus de 50 000 policiers et militaires, les Afghans ont voté hier pour choisir leur premier Parlement après 30 ans de chaos. Seule déception de cette journée historique : la participation semblait beaucoup moins importante qu'aux élections présidentielles de l'an passé.

Alors que, en octobre 2004, des milliers d'Afghans s'étaient rués vers les bureaux de scrutin dès la première heure, hier matin, à 6h, le vote a commencé au compte-gouttes. Pourtant, 12,5 millions d'électeurs étaient inscrits pour ce premier scrutin parlementaire. Ils étaient 10 millions lors de l'élection présidentielle. Pour éviter les longues périodes d'attente, les autorités avaient prévu 1000 bureaux de scrutin de plus.

Mais les foules attendues ne se sont pas matérialisées. « Il y a environ la moitié des gens comparativement à l'an dernier. C'est un peu décevant », a dit Zulakha Zia à *La Presse*. Cette enseignante du primaire était responsable d'un bureau de scrutin dans un quartier résidentiel de Kaboul construit pendant l'invasion soviétique. « Peut-être que les femmes viendront plus tard dans la journée. Elles ont beaucoup de choses à faire le matin », a-t-elle offert comme explication.

#### L'ABC du vote parlementaire

Lors de notre visite, le vote se déroulait rondement et il n'y avait pas de files d'attente. Les hommes et les femmes votaient dans des tentes séparées. Avant de voter, chaque électeur était fouillé avec minutie et devait présenter sa carte d'électeur. Cette dernière était ensuite poinçonnée par les superviseurs des élections. Les électeurs devaient aussi marquer leur index gauche d'encre indélébile.

L'an dernier, cette pratique avait fait l'objet de plusieurs critiques. L'instance afghano-ousienne qui a organisé les élections, le JEMB, s'est assurée de remédier au problème. La nouvelle encre doit disparaître après trois ou quatre jours.

Une fois ces formalités remplies, les électeurs recevaient un bulletin de vote jaune et un bleu. Sur



PHOTO SAURABH DAS, AP

Une électricienne afghane dépose son bulletin de vote hier à Kandahar, lors des premières élections législatives depuis trois décennies.

chacun d'eux, ils devaient choisir un seul candidat.

Quand elle a reçu ses bulletins pliés en quatre, Bahana Rangbar a eu un large sourire avant de disparaître derrière l'isolier de carton. « C'est la première fois que je vote. Je suis venue parce que je veux choisir quelqu'un à qui je peux faire confiance pour mener

chefs de guerre parmi les candidats ou parce qu'ils ont eu peur des attentats », se demandait hier Sayed Fazr Shah Hosseini en jetant un coup d'oeil sur un bureau de scrutin désert.

La sécurité a été l'une des plus grandes inquiétudes du JEMB. Depuis des semaines, les mesures de sécurité ont été renforcées. Les

« C'est difficile de dire si les gens ne viennent pas voter parce qu'il y a trop de chefs de guerre parmi les candidats ou parce qu'ils ont peur des attentats », disait un électeur hier.

le pays », a témoigné la mère de trois enfants après avoir fait son choix. Pour qui a-t-elle voté ? « C'est un vote secret, non ? » a-t-elle lancé gentiment.

S'il y avait de l'activité dans la tente de Zulakha Zia, ce n'était pas le cas de tous les bureaux de scrutin. Dans les points de vote de l'école Amini et du Lycée français de Kaboul, on pouvait entendre une mouche voler. « C'est difficile de dire si les gens ne viennent pas voter parce qu'il y avait trop de

troupes internationales, qui participent à une mission de l'OTAN, se sont faites plus visibles que jamais. Malgré les précautions, six personnes ont été tuées hier par des partisans des talibans qui s'opposent à ce scrutin, la plupart dans le sud du pays. Un missile a aussi atterri dans les quartiers des Nations unies à Kaboul, blessant un employé.

Ces événements, qui n'étaient que la continuation d'une série d'assassinats et d'attentats qui ont

commencé en janvier dernier, n'ont pas manqué de tempérer les ardeurs électorales des Afghans. Hier, les rues de Kaboul, habituellement bondées, étaient vides, et les magasins étaient fermés. On ne pouvait voir sur les trottoirs que des gardes de sécurité armés.

Hier, les organisateurs du scrutin n'ont pu confirmer le taux de participation, mais ils ont félicité les Afghans qui se sont prévalus de leur droit. « Des élections de cette ampleur dans un environnement d'après-conflit sont condamnées à certaines difficultés, mais nous pouvons conclure que le scrutin d'aujourd'hui s'est généralement bien passé », a dit hier soir le porte-parole du JEMB, Peter Urban.

Les Afghans devront attendre encore un mois avant de savoir qui seront les 249 élus au Wolesi Jirga, la Chambre basse du Parlement. Le dépouillement des votes commencera demain et les résultats officiels doivent être annoncés le 22 octobre prochain. Hier, les Afghans ont aussi sélectionné leurs représentants aux 34 conseils provinciaux. Ces élus auront ensuite la tâche d'élire un délégué au Sénat.

# Le ballon Schwarzenegger dégonfle



ALEXANDRE SIROIS

WASHINGTON

Plus impopulaire que jamais, George W. Bush devrait jeter un coup d'oeil sur ce qui se passe en Californie s'il cherche un peu de réconfort. Ces jours-ci, il a de quoi se consoler s'il se compare... à Arnold Schwarzenegger.

Le gouverneur californien, qui a fait connaître vendredi son intention de solliciter un second mandat en 2006, a maintenant encore moins de muscle que le président américain dans les sondages.

Alors que le taux d'approbation de Bush oscille aux environs de 40 %, celui de Schwarzenegger a chuté à 34 %. Un résultat navrant qui n'est pas loin de faire de lui le Jean Charest de la Californie.

Et plus de la moitié des Californiens (56 %) disent déjà qu'ils ne voteront pas pour l'ancien acteur l'an prochain. C'est ce qu'a révélé la semaine dernière l'une des maisons de sondages les plus réputées de l'État, The Field Poll.

#### Vers la Maison-Blanche ?

Pour un politicien qui vénère Ronald Reagan, qui rêve d'occuper un jour la Maison-Blanche

et qui était perçu l'an dernier comme l'étoile du parti républicain, de tels résultats s'apparentent à un flop monumental.

« Avant d'être élu, Schwarzenegger a commis l'erreur de faire une promesse qu'il ne pouvait pas tenir », a expliqué à *La Presse* Corey Cook, qui enseigne les sciences politiques à la San Francisco State University.

« Nous avons un déficit majeur qui ne peut être jugulé qu'en ré-

À 34 % d'approbation, le résultat n'est pas loin de faire du gouverneur-culturiste le Jean Charest de la Californie.

duisant les dépenses ou en augmentant les impôts. Or, Schwarzenegger avait dit avant l'élection : c'est le gouverneur actuel (Gray Davis) qui ne gère pas bien les fonds et si vous votez pour moi, je peux tout régler sans douleur », a ajouté le professeur. Ce qui ne s'est pas révélé vrai jusqu'ici.

#### L'étoile a pâli

Rappelons que l'ancien acteur a été porté au pouvoir en octobre 2003 à la suite de la révocation de Davis. L'élection avait pris la forme d'un véritable cirque. Plus de 100 candidats, dont un lutteur de sumo et une actrice porno, étaient sur les rangs.

Schwarzenegger avait remporté la victoire haut la main et connu une lune de miel de plusieurs mois. Puis, son étoile a pâli. Bon nombre de citoyens sont aujourd'hui

déçus de ses promesses non tenues. Selon eux, celui qui se disait outsider est en fait un politicien comme les autres.

D'autant plus que, si le riche acteur se targuait d'être à l'abri des groupes d'intérêts, il amasse des contributions politiques à une vitesse fulgurante depuis son élection. On a même découvert en juillet qu'il était grassement payé par deux magazines de culturisme, ce qui

semblait justement le mettre en conflit d'intérêts.

Et plusieurs démocrates lui en veulent dans le dossier des mariages gais. Il a récemment décidé d'exercer son veto contre une loi légalisant ces unions, votée par les parlementaires.

La cerise sur le gâteau, c'est que Schwarzenegger a fait le pari d'organiser un référendum le 8 novembre, à l'encontre de la volonté d'une majorité de Californiens. Ceux-ci devront se prononcer sur une série de mesures qui lui tiennent à coeur et que les parlementaires ont refusé d'adopter.

#### Son avenir en jeu

« Il avait averti les membres de la législature que, s'ils ne donnaient pas le feu vert à ses réformes, il irait en référendum. Je pense qu'il n'est pas habitué à

se faire dire non, mais aussi qu'il avait peur de perdre la face s'il n'allait pas de l'avant », a indiqué Joseph Tuman, professeur de communication spécialisée en politique à la San Francisco State University.

#### Plafond des dépenses

Le gouverneur républicain souhaite instaurer un plafond aux dépenses de l'État et faire passer de deux à cinq le nombre d'années nécessaires à un professeur pour obtenir un poste permanent.

Il réclame aussi qu'une commission indépendante s'occupe du redécoupage des circonscriptions électorales. Enfin, il s'est montré

en faveur d'une mesure visant à restreindre les contributions politiques des syndicats.

Selon les plus récents sondages, l'entêtement de Schwarzenegger, qui vient de se lancer en campagne électorale pour ce référendum, semble vain. Les mesures ne récoltent pas l'appui de la population.

Il a raison de redoubler d'efforts. Un nouveau revers pourrait lui faire très mal. Plusieurs analystes jugent qu'il met son avenir politique en jeu le 8 novembre.

« En annonçant dans ce contexte son intention de se représenter, il a essentiellement lié sa réélection au référendum, a dit le professeur Tuman. Donc, s'il perd ce référendum, ça sera largement interprété par les médias californiens comme si on l'avait rejeté personnellement. Et je pense que ça va nuire à sa réélection. »

SUITE DE LA UNE

# Angela Merkel bat Schröder d'extrême justesse

**ALLEMAGNE**  
suite de la page A1

En ce qui concerne le vote populaire, il était clair dès le début de la soirée que le duel entre le Parti social-démocrate (SPD) de Gerhard Schröder et la CDU-CSU de Merkel était infiniment plus serré que prévu : deux points d'avance seulement pour la droite contre le chancelier sortant, alors que tous les sondages avaient prévu entre six et 10 points. Avec 35 % des voix au lieu des 41 ou 42 espérés, Angela Merkel faisait l'un des plus mauvais résultats de l'histoire de la CDU. Une vraie claque. Mais l'essentiel était acquis : la CDU était le premier parti au Bundestag, avec une dizaine de sièges de plus que le SPD. Et c'est le parti arrivé en tête qui désigne le candidat à la chancellerie.

**Coup de théâtre**

Mais à 22 h, coup de théâtre : avec un système électoral équitable mais effroyablement compliqué — 299 députés élus au scrutin majoritaire, un peu plus de 300 à la proportionnelle —, les machines à calculer lâchent leur verdict : 222 députés au CSU, 222 pour le SPD. L'imbricolage est total. Qui le président de la République fédérale devrait-il charger de former le gouvernement ? Le chancelier sortant, qui fait jeu égal au Parlement avec son adversaire, ou bien l'opposant de droite, qui a tout de même obtenu quelque 500 000 voix de plus que Schröder ? Après minuit, la situation se décale quelque peu : Merkel aurait 226 sièges contre 220 au SPD. À moins que de nouveaux calculs ou une élection partielle, le 2 octobre à Dresde, ne viennent déplacer le curseur, Angela Merkel, 51 ans, originaire de l'ex-RDA, sera la prochaine chancellerie d'Allemagne. Mais il lui faut maintenant se trouver une majorité au Parlement.

Avec près de 5 millions de chômeurs et des réformes « libérales » très impopulaires, le chancelier Schröder était au plus bas, et le pouvoir était à prendre. Jusqu'à la fin de l'été, la CDU était convaincue d'obtenir la majorité absolue dans l'électo-

rat et au Parlement avec son petit allié libéral du FDP. Hier soir, le FDP, parti moderniste de cadres et de yuppies, a obtenu un excellent résultat avec près de 10 % des voix, mais la coalition n'aura que 287 sièges, une quinzaine de moins que le nécessaire. En face, la coalition de gauche sortante, SPD et verts, devrait totaliser 271 sièges. Le reste ira à un nouveau venu, le Parti de gauche (Linkepartei), formé par l'ancien parti communiste de RDA et des dissidents du SPD : très influent dans les Länder de l'Est, le parti d'extrême gauche a atteint le score impressionnant de 8,7 % et aura 55 députés. Il détiendra la clef de la majorité au Bundestag, mais la gauche comme la droite se sont engagées à ne pas traiter avec une formation jugée démagogique et protestataire.

**Une coalition à trois?**

Seules solutions pour Angela Merkel : soit une coalition à trois, où les verts (8,2 %) négocieraient leur ralliement à la CDU et au FDP — ce qui paraît difficile à faire avaler à la base militante et aux sympathisants —, soit la « grande coalition » avec le SPD, sorte d'union nationale pour situation de crise. Mais, sauf à se suicider politiquement, le SPD devrait poser à la CDU des conditions telles que le programme de réformes de la nouvelle chancellerie devrait être remis aux oubliettes. Une paralysie molle qui ne réglerait aucun problème de fond et aggraverait sans doute les problèmes économiques et le malaise social. De l'avis général, rien dans la Constitution n'interdit au président, après avoir constaté l'absence de majorité au Bundestag, d'autoriser la nouvelle chancellerie à former un gouvernement minoritaire. Avec des chances de durée très faibles.

Mais, quel que soit le scénario retenu, le sentiment domine parmi les observateurs : le gouvernement qui sortira de ces élections après des semaines de tractations aura une espérance de vie très faible. Douze mois ? Dix-huit mois ? L'Allemagne, qui avait la vie politique la plus stable et paisible depuis un demi-siècle, est entrée dans une ère d'instabilité.

# ÉCONOMISEZ DÈS AUJOURD'HUI!



# AU DIABLE LE PRIX DE L'ESSENCE

ON VOUS EN DONNE CHEZ HONDA BLAINVILLE ET HONDA ILE PERROT

**Civic Coupé - Berline 2005**

GADEAU 500\$ D'ESSENCE

FINANCEMENT À PARTIR DE **19%** JUSQU'À 60 MOIS

À partir de **16 200\$**

**Accord Berline 2005**

FINANCEMENT À PARTIR DE **2,9%**

GADEAU 1350\$ D'ESSENCE

**CRV 2005**

GADEAU 500\$ D'ESSENCE

FINANCEMENT À PARTIR DE **3,9%**

**Pilot 2005**

FINANCEMENT À PARTIR DE **1,9%**

GADEAU 3000\$ D'ESSENCE

3341683

**HONDA BLAINVILLE HONDA ILE PERROT**

700, boul. Curé-Labelle, Blainville 40, boul. Don Quichotte, Ile Perrot  
www.hondablainville.com www.hondaileperrot.com

514.875.1920 514.453.8416  
450.435.1122 1.800.453.8416

OUI, ON A FAIT LE PLEIN! Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.

Financement à l'achat sujet à l'approbation de crédit de Honda Canada Finance. Photos à titre de référence. Détails sur place.

Ouvert du Lundi au Vendredi de 9h à 21h

HONDA

## Ma chronique ANTIROUILLE

par Bruno St-Onge, Président Antirouille Métropolitain inc.

### Un traitement antirouille annuel : des économies à long terme...

Plusieurs personnes comprennent le principe de l'entretien préventif que malheureusement trop tard. Pourtant s'il y a un dicton qui est pratiquement connu de tous, c'est bien : « Vaut mieux prévenir que guérir ». Dans le domaine de l'antirouille, ce dicton représente bien le phénomène de la rouille. Pour bien illustrer les économies substantielles que vous retirez en faisant traiter votre véhicule, nous allons faire une étude de cas.

Dans un premier temps, disons que nous changeons de véhicules à tous les 6 ans. Au bout de 6 ans d'utilisation, notre voiture présente des signes de vieillissement. La rouille est souvent un facteur déterminant des signes de vieillissement. Si, grâce à un traitement antirouille annuel, nous étions en mesure de faire durer notre véhicule 7 ans au lieu de 6, nous ferions une économie d'environ 400,00 \$ par année. Le calcul est pourtant bien simple.

20 000 \$ (valeur approx.) divisé par 6 ans, donne **3 333,33 \$ par année.**

20 000 \$ (valeur approx.) divisé par 7 ans, donne **2 857,14 \$ par année.**

Donc une différence de 476,19 \$ par année. Si on enlève le coût d'un traitement antirouille, 75,00 \$ (prix approximatif assujéti à changement), ça nous donne une économie d'environ 400,00 \$ par année. Évidemment, il s'agit de calculs bien simples, ne tenant pas compte des coûts de réparations lors de la septième année, ni de la dévaluation de la valeur de revente, mais en bout de ligne l'économie est quand même substantielle.

Alors n'attendez pas qu'il soit trop tard et commencez à sauver de l'argent en entretenant bien votre véhicule grâce à Antirouille Métropolitain.

Près de **30 ANS** D'EXPERIENCE

**ANTIROUILLE METROPOLITAIN?**

visitez-nous @ www.antirouille.com

TRAITEMENT COMPLET POUR SEULEMENT **74,95\$ +taxes**

Garage Recommandé CAA

Entreprise enregistrée ENR (ISO 14001) (2000)

Entreprise enregistrée ENR (ISO 9001) (2000)

Longueuil (450) 651-5531 Laval (450) 668-9883 Anjou (514) 356-1519 N.D.G. (514) 488-7300 Pierrefonds (514) 685-0055

Appelez dès maintenant **1 866 antirouille 268-4768**

## SUITES DE LA UNE

## Boisclair veut faire mieux que René Lévesque

**BOISCLAIR**  
suite de la page A1

« À tous ceux qui pensent qu'on n'est pas capables de bouger au Québec et d'assumer notre destin, regardez tout simplement avec quel talent on a fait la Révolution tranquille, a déclaré l'aspirant chef. Nous allons prendre cet héritage et nous allons l'enrichir pour faire ce que la Révolution tranquille n'a pas encore fait : nous allons nous donner un pays. »

Et pour faire ce pont entre les générations, André Boisclair a promis de convaincre les plus jeunes « qui n'ont pas voté au référendum de 1995 qu'il faut faire la souveraineté » et de leur expliquer pourquoi il est « urgent de le faire ».

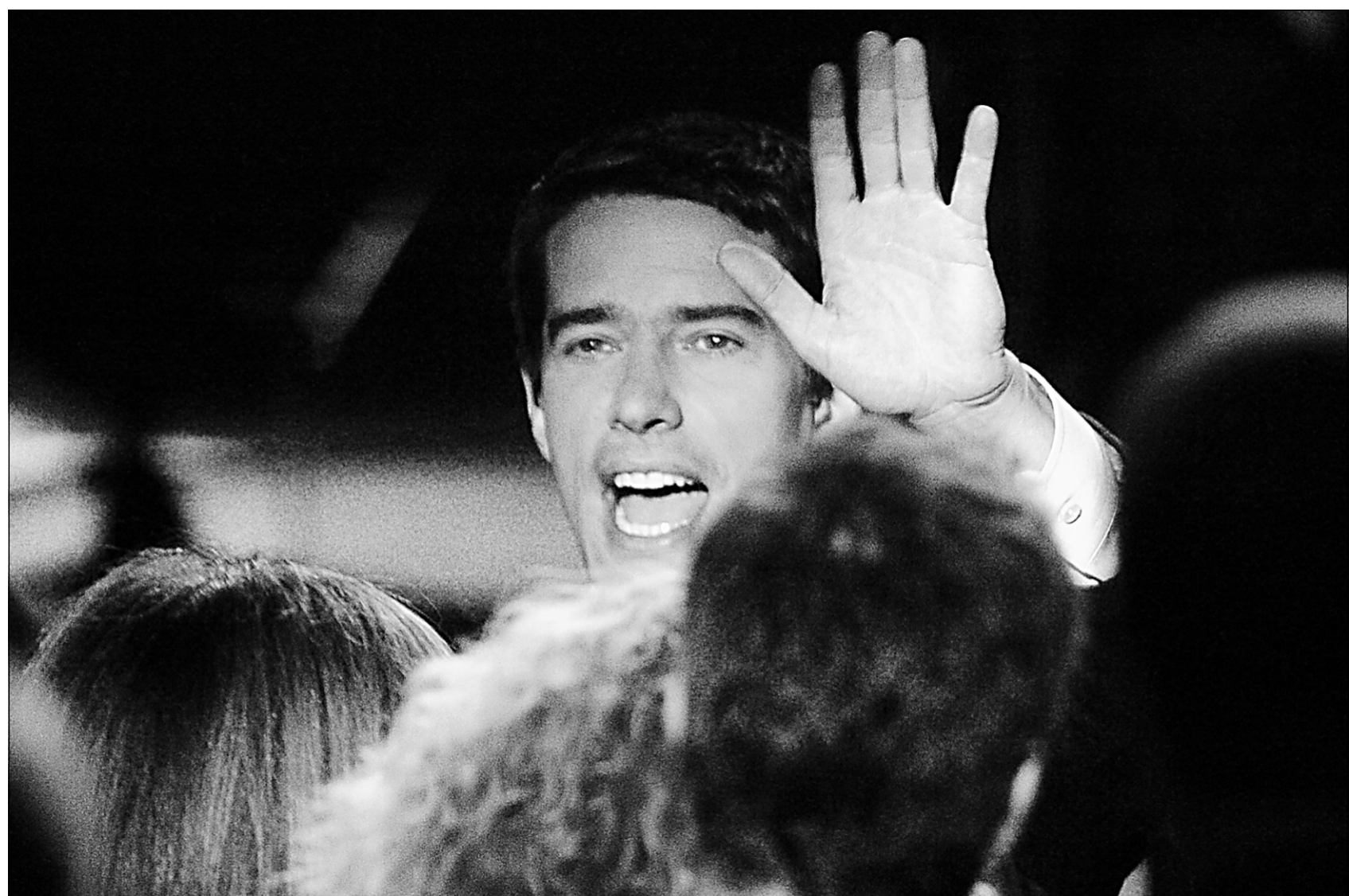
Même si le Parti québécois a promis cette semaine que les candidats débattront d'autres sujets que de souveraineté, André Boisclair a martelé pendant plus de 30 minutes qu'il est « urgent de faire la souveraineté » et que « ce n'est pas une option mais bien une exigence ».

Il a dit avoir hâte de répondre à Jean Charest lorsque celui-ci lui demandera quelle est sa priorité entre l'éducation et la souveraineté. « Je vais lui dire : c'est l'éducation, ma priorité, et pour y arriver il nous faut faire la souveraineté. »

Plusieurs personnalités étaient au rendez-vous pour appuyer André Boisclair. L'animateur de la soirée, le chanteur Luck Merville, a réchauffé l'assemblée souverainiste en chantant en créole une de ses compositions, inspirée du livre *Nègres blancs d'Amérique* de feu Pierre Vallières, militant indépendantiste de la première heure.

Le designer Philippe Dubuc, le Dr Réjean Thomas, des députés bloquistes et péquistes, entre autres, se sont ouvertement prononcés en faveur de la candidature de M. Boisclair.

Ce dernier a affirmé qu'il ne



André Boisclair a promis d'être celui qui convaincra les Québécois que la souveraineté est incontournable.

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

veut pas faire la souveraineté contre quiconque, mais bien pour le Québec. Il a promis d'être celui qui convaincra les Québécois que cette option est incontournable. « Notre pire adversaire, ce n'est pas Ottawa, ni Paul Martin, ni Jean Charest, c'est peut-être simplement notre peur. »

Cette déclaration n'a pas empêché M Boisclair de décocher quelques flèches à l'endroit du

gouvernement fédéral. Il a dénoncé « l'arrogance d'un Pierre Pettigrew », qui muselle selon lui le Québec sur la scène internationale.

« Le *back seat* pour le Québec, ce n'est pas notre destin. Le Québec rêve de conduire ! » a poursuivi M. Boisclair sous un tonnerre d'applaudissements.

L'aspirant chef du Parti québécois a aussi donné quelques indices sur la stratégie qu'il adop-

tera s'il est élu. Il promet notamment un nouveau pacte avec les régions :

« Si je souhaite la souveraineté de façon urgente, c'est parce qu'il y a encore des zones d'ombre au Québec, il y a encore des gens qui en arrachent », a dit M. Boisclair.

Ne dérogeant toutefois pas de sa ligne maîtresse, il a surtout promis « d'aller vers les Québécois pour les mobiliser autour

du projet de souveraineté », et s'est présenté comme le rassembleur des Québécois de toutes origines et de tous horizons.

André Boisclair en a aussi appelé à l'affection des partisans pour le fondateur du parti, René Lévesque, celui « qui avait réuni autour de lui la meilleure équipe », et a demandé à ses partisans de « lui rendre hommage en faisant mieux que lui ».

## Déblocage avec les enseignants

**DÉBLOCAGE**  
suite de la page A1

Les négociateurs syndicaux ont finalement décidé hier de repousser de 24 heures supplémentaires la réunion de leurs délégués avec l'espoir d'arriver, mardi, avec une entente de principe sur les clauses non pécuniaires.

« Il y a une éclaircie », a résumé hier Hugo d'Amours, porte-parole du premier ministre Charest. « S'ils ont reporté la rencontre, c'est qu'ils croient qu'une entente est possible », interprète aussi Jean-François Munn, négociateur en chef du gouvernement, pour

qui toutefois « il importe de voir l'ensemble » avant d'évaluer les progrès accomplis.

Le déblocage attendu désormais dans le secteur de l'éducation pourrait aussi s'étendre à celui de la santé. Toute la semaine, les 100 000 syndiqués CSN et les 50 000 membres de la FTQ seront consultés pour « recentrer les demandes sur ce qui leur paraît essentiel » a expliqué hier Louis Roy, premier vice-président de la CSN.

« Il faut changer d'approche si on veut une entente d'ici les Fêtes » a expliqué M. Roy sans détour. Par exemple, les demandes concernant

la conciliation travail-famille trouvent probablement leur réponse dans la nouvelle loi sur les congés parentaux qui s'appliquera en janvier, croit-il. Les salaires font partie des choses essentielles, mais les syndiqués seront, encore là, invités à réévaluer leur position. La demande syndicale de 12 % sur trois ans s'appuyait sur des principes, notamment la hausse du coût de la vie. « Il faut une entente d'ici les Fêtes, cela fera alors trois ans que nos membres n'auront eu aucune augmentation de salaire », a souligné M. Roy.

Après les consultations de la semaine, 2000 délégués de la FTQ et

de la CSN se réuniront au Palais des congrès, vendredi, pour mettre en commun les mandats obtenus et évaluer les moyens de pressions à exercer en octobre.

Dans l'enseignement, on a appris de sources syndicale et patronale que les deux parties ont trouvé un terrain d'entente en ce qui touche la « flexibilité » dans le réseau scolaire.

Déjà, la convention collective actuelle prévoit que des enseignants et des écoles peuvent s'entendre localement sur les conditions de travail, des ratios d'élèves ou des heures de travail en dehors des plages normales de classe. Toute-

fois, en pratique, ces ententes locales se sont toujours heurtées au veto syndical. Québec aurait obtenu plus de souplesse à ce chapitre.

En revanche, il reste à discuter plus en détail d'une autre revendication patronale : la « mobilité » des enseignants. Actuellement, Québec ne peut rien exiger d'un enseignant en disponibilité et cherche à obtenir le droit de l'affecter à un poste dans un rayon de 50 kilomètres.

« C'est encore ardu, il y a encore des choses lourdes à régler », résume de son côté Jean Laporte, le porte-parole de la Fédération des syndicats de l'enseignement.

**R** Un V6 de 223 chevaux avec traction intégrale représente-t-il un luxe excessif ? Pas quand on sait que la consommation d'essence du RX 330 figure parmi les meilleures de sa catégorie. Partez en quête du moment. Composez le 1800 26-LEXUS pour localiser le concessionnaire le plus près de chez vous.

MÊME SI VOUS SAVEZ EXACTEMENT OÙ VOUS ALLEZ, SON LUXE PERMET DE VOUS ÉVADER UN MOMENT.



## RX 330 2006

- Moteur V6 de 3,3 litres et 223 chevaux
- Traction intégrale • Régulateur de traction
- Contrôle de la stabilité du véhicule
- Essuie-glaces activés par la pluie • Sièges avant chauffants • Coussins gonflables avant à deux phases, coussins gonflables latéraux montés dans les sièges avant, coussin gonflable au niveau des genoux du conducteur, coussins gonflables latéraux, en rideau pleine longueur à détection de roulis

BIEN ÉQUIPÉ À PARTIR DE

**50 500 \$<sup>1</sup>**

LOCATION 48 MOIS

**5,9%<sup>TAP</sup> 498 \$<sup>\*</sup> / MOIS**

ACOMPTE DE 9 595 \$<sup>2</sup>

FINANCEMENT À L'ACHAT :

**5,4%<sup>TAP</sup>**

**LEXUS**  
À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION

1. À partir de 50 500 \$ pour le modèle RX HA31UP • R • Transport / préparation (1 675 \$), immatriculation, enregistrement, assurances, taxe sur les pneus neufs et autres taxes applicables en sus. \* Plans de location de Lexus Services Financiers sur approbation du crédit. Offre valide à la location d'un modèle Lexus RX 330 2006 neuf jusqu'au 30 septembre 2005. Taux de financement 48 mois : 5,9 % TAP. Acompte, premier paiement, dépôt de sécurité de 500 \$ et frais de transport et de préparation de 1 675 \$ exigibles à la livraison. Exemple de location basé sur le modèle RX HA31UP • R • à un PDSF de 50 500 \$ : 498 \$ / mois en location-bail de 48 mois, taux d'intérêt de 5,9 % TAP et acompte de 9 594,50 \$. Coût total de la location à 35 673,68 \$ (incluant acompte, dépôt de sécurité, transport et préparation) • Prix de l'option d'achat à 24 745,00 \$, basés sur un maximum de 96 000 km. Des frais de 0,15 \$ pour chaque kilomètre supplémentaire (0,10 \$ par kilomètre si convenu au moment de la signature du contrat de location) s'appliquent. Immatriculation, enregistrement, assurances, taxe sur les pneus neufs et autres taxes applicables en sus. \*\* Plans de financement de Lexus Services Financiers sur approbation du crédit. Offre valide à l'achat d'un modèle Lexus RX 330 2006 neuf jusqu'au 30 septembre 2005. Taux de financement 48 mois : 5,4 % TAP. Transport / préparation (1 675 \$), immatriculation, enregistrement, assurances et taxe sur les pneus neufs et autres taxes applicables en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Voyez votre concessionnaire Lexus participant pour tous les détails.

ACTUALITÉS

Plus un arbre au square Viger



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©

Samedi, une équipe embauchée par la Ville de Montréal a réglé leur compte aux arbres du square Viger, un petit parc situé au-dessus de l'autoroute Ville-Marie. En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, tous les arbres ont été rasés, au grand dam des citoyens qui habitent le voisinage. « Tout le monde voulait un changement dans ce parc, où de nombreux actes disgracieux se sont déroulés, mais on désirait aussi conserver les arbres », a dit un résidant qui habite tout près. La Ville a décidé de réaménager ce parc, qui a été le théâtre de plusieurs actes violents, dont un meurtre, et où se rassemblaient les clochards et les jeunes qui échouent à Montréal. La Ville de Montréal désire faire disparaître les monticules et les blocs de béton qui empêchaient les policiers de voir ce qui s'y passait.

**ACURA Plus**  
**BLAINVILLE**

**ACURA EL 2005**

À PARTIR DE **228\$**  
PAR MOIS EN LOCATION SUR 48 MOIS  
COMPTANT DE 3666\$

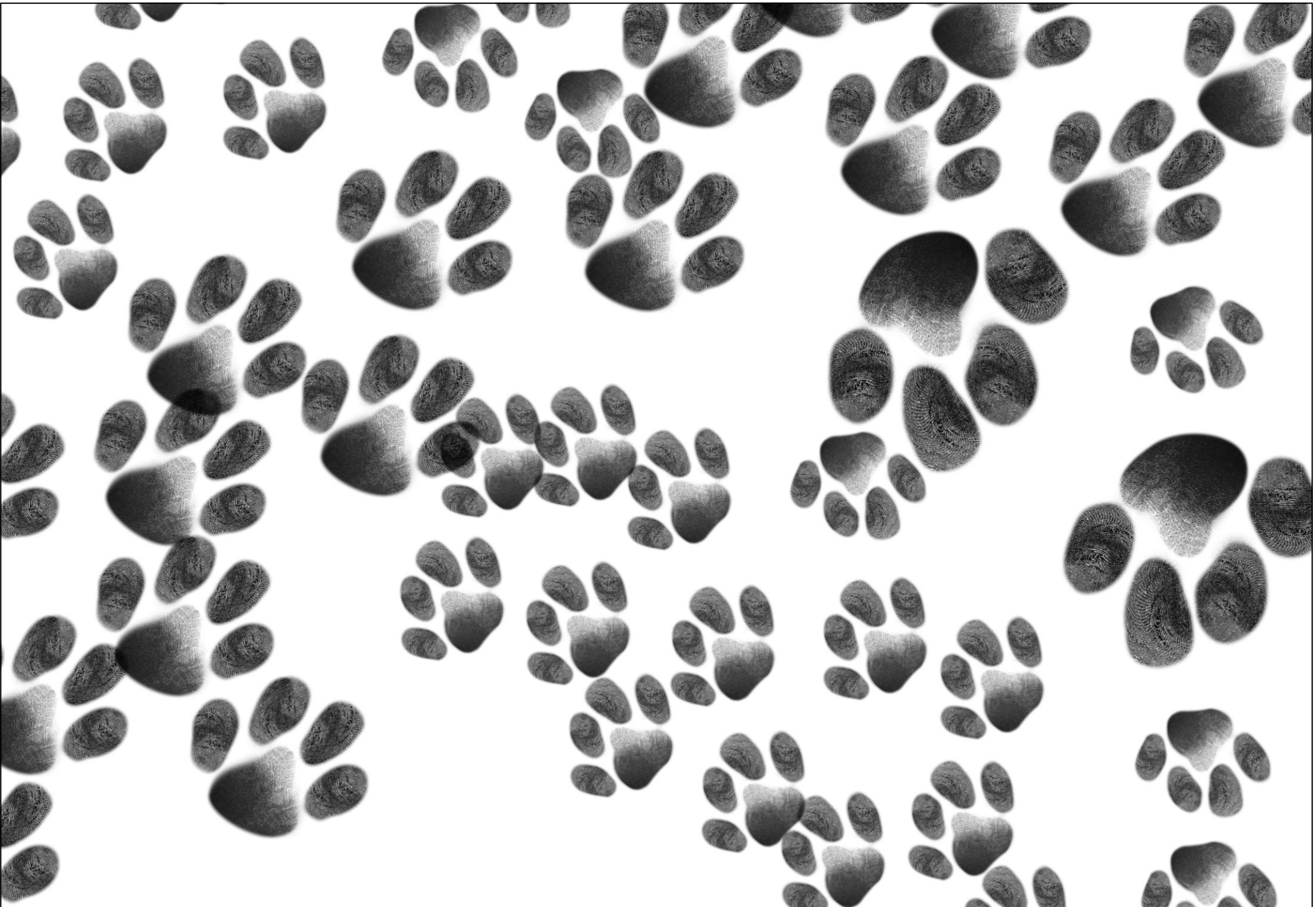
**0\$** DÉPÔT DE SÉCURITÉ  
**2,2%** À L'ACHAT OU EN LOCATION

**POUR 10\$ DE PLUS PAR MOIS, OBTENEZ LA VERSION PREMIUM**

• INTÉRIEUR EN CUIR • SIÈGES CHAUFFANTS

**255, DE LA SEIGNEURIE**  
**www.acuraplus.com**  
**(450) 435-4455**  
**(514) 875-6677**

ACURA



Tout est illimité pendant 6 mois.

- > Appels locaux
- > Messages textes
- > Messages images

À l'activation d'un forfait à partir de **25\$** par mois

Découvrez notre vaste sélection d'appareils, dont :



Composez le **1 888 945-FIDO (3436)** ou achetez sur **fido.ca**

L'offre d'appels locaux et de messages textes, images et vidéo illimités pendant six mois prend fin le 1<sup>er</sup> novembre 2005 et s'adresse aux nouveaux clients qui font activer un forfait mensuel de temps d'antenne de 25 \$ ou plus avec Entente Fido®. Elle permet l'envoi et la réception illimités, pendant six mois, de ce qui suit : (i) messages textes d'un mobile au Canada vers un autre mobile au Canada ou aux États-Unis ; (ii) appels locaux au sein de la zone de couverture numérique Fido, à l'exception du réseau élargi ; (iii) messages images et vidéo d'un mobile au Canada à un autre mobile au Canada. Sous réserve de la politique d'utilisation équitable de Fido. Appareil compatible MMS requis. Les taxes, les frais d'interurbain et d'itinérance, les frais mensuels du service d'urgence 911 (50¢) et d'accès au réseau (6,95 \$) ainsi que les autres frais applicables sont en sus. Certaines conditions s'appliquent. Fido est une marque déposée de Fido Solutions Inc.

**LES MAGASINS**

- 1004, rue Sainte-Catherine Ouest
- Carrefour Angrignon
- Carrefour Laval
- Centre Rockland
- Place Versailles
- Place Rosemère
- Centre Fairview Pointe-Claire
- Carrefour du Nord, Saint-Jérôme
- Mail Champlain
- Les Promenades St-Bruno
- Les Galeries d'Anjou
- Centre Eaton
- Galeries Rive Nord
- Place Vertu

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Montréal :



3335698A

3335698B

## FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trotter > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

## ÉDITORIAUX

## Deux doctrines



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Le ministre des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew, a suscité une controverse en qualifiant de « dépassée » ce qu'on appelle à Québec la « doctrine Gérin-Lajoie ». Cette déclaration a jeté un froid — un de plus ! — entre les gouvernements Martin et Charest. Heureusement, l'amorce prochaine de négociations sur la place du Québec dans les forums internationaux offre aux deux gouvernements l'occasion non seulement d'améliorer leurs relations, mais de conclure

**Pour être authentique, la voix canadienne à l'étranger doit s'exprimer en chœur plutôt qu'en solo.**

une entente qui mettra un terme à des décennies de querelles inutiles.

Comme tant d'autres héritages de la Révolution tranquille, la « doctrine Gérin-Lajoie » est devenue un dogme qu'il est interdit de contester sous peine d'excommunication. Pourtant, cette « doctrine » n'est qu'un principe vague que Paul Gérin-Lajoie avait énoncé en 1965 sans même en avertir son premier ministre, Jean Lesage. Quarante ans plus tard, Jean Charest a résumé ce principe par cette formule : « Ce qui est de compétence québécoise chez nous est de compétence québécoise partout. » Jaloux à l'extrême de ses prérogatives en matière d'affaires étrangères, le gouvernement fédéral a contesté la « doctrine » québécoise dès qu'elle fut énoncée.

« Le Canada doit parler d'une seule voix », a soutenu M. Pettigrew, reprenant les propos prononcés il y a 40 ans par celui qui occupait ses fonctions à l'époque,

Paul Martin père. Appelons cela la « doctrine Martin ». Elle a le même défaut que celle de Gérin-Lajoie et que toutes les autres doctrines : elle tend à figer les points de vue dans des positions rigides.

Il est à l'avantage des Québécois que le Canada joue un rôle actif et efficace sur la scène internationale. Cela est d'autant plus vrai que les points de vue défendus par le Canada correspondent presque toujours à l'opinion majoritaire des Québécois. Or, pour qu'il puisse se faire entendre dans les forums internationaux surpeuplés et dominés par de plus puissants que lui, le Canada doit parler haut et clair. Nous ne pouvons nous permettre que le point de vue national soit continuellement embrouillé par les points de vue dissidents des gouvernements provinciaux.

M. Pettigrew a donc raison : le Canada doit parler d'une seule voix. Mais Ottawa doit s'assurer que cette voix soit fidèle à ce qu'est le Canada : une fédération, caractérisée par l'existence d'un État fédéré représentant une société distincte. Pour être authentique, la voix canadienne doit donc s'exprimer en chœur plutôt qu'en solo.

La ministre québécoise des Relations internationales, Monique Gagnon-Tremblay, vient de faire connaître ses propositions sur la participation du Québec aux forums internationaux. Les revendications québécoises ont une portée trop vaste pour être acceptées d'emblée par le gouvernement fédéral. Néanmoins, Ottawa a tout avantage à accueillir positivement la démarche québécoise. Une entente définissant les modalités de la participation du Québec dans les forums internationaux permettrait de faire l'économie des batailles de drapeaux qui minent les relations Québec-Ottawa depuis quatre décennies. Toutefois, pour que cet accord historique soit possible, le premier ministre Martin et M. Pettigrew devront faire entendre raison à la puissante bureaucratie des Affaires étrangères. En ont-ils la volonté ?

## Le succès de... l'Off ONU



mroy@lapresse.ca

MARIO ROY

Faudra-t-il surtout retenir du sommet du 60<sup>e</sup> anniversaire de l'ONU la... tenue simultanée à New York, dans un Sheraton s'élevant près du siège des Nations unies, d'un Off ONU ? Tout comme il existe un Off Broadway, certainement plus créatif que l'original, à quelques encablures de Times Square ? Ou comme surgissent immanquablement des Offquelque-chose lorsqu'il s'agit de contourner la sclérose institutionnelle ?

Le fait est que la Clinton Global Initiative, lancée la semaine dernière par l'ex-président américain, aura paru à bien des égards mieux ciblée. Et presque aussi bien fréquentée : on a vu s'y côtoyer Tony Blair et Shimon Peres, Paul Wolfowitz et George Soros, des présidents du continent africain et des têtes couronnées du Moyen-Orient. Samedi, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, s'y est même présenté... quelques minutes après avoir concédé, devant son assemblée générale, « nous n'avons pas tout réussi » — ce qui sera certainement vu comme l'euphémisme de l'année.

Bref, le « machin » du Sheraton jouait dans les exactes platebandes de l'ONU : pauvreté dans le monde, conflits et paix, environnement et changements climatiques, gouvernance et développement étaient au programme.

Et, au total, ça aura été du pur Bill Clinton.

C'est-à-dire un événement intelligent, ouvert, médiatisé avec soin. Et parfaitement conçu pour mettre en vedette l'ancien locataire de la Maison-Blanche, bien

entendu. Lequel a occupé une heure d'antenne au réseau CNN en compagnie notamment de... Bono — qui d'autre ?

Néanmoins, les chefs d'État et gens d'affaires présents au sommet parallèle y ont pris des engagements d'action immédiate à hauteur de 1,25 milliard et à destination de microprojets (dans la bande de Gaza, notamment).

C'est très peu. Ça n'a rien à voir avec les sommes colossales dont dispose l'ONU. Mais on a eu l'impression d'avoir affaire à quelque chose de concret.

Car ce qui fut la plus grande réunion de chefs d'État (170) jamais organisée sous l'égide de l'ONU, en un moment crucial pour l'organisme, n'aura été rien d'autre qu'un énorme pétard mouillé.

La dynamique propre à l'ONU — leadership faible, morcellement des intérêts, lourdeur pachydermique — a agi encore une fois dans le sens de l'inertie. Conseil de sécurité, Commission des droits de l'homme, définition universelle du terrorisme, actualisation des Objectifs du millénaire : aucun de ces dossiers n'a connu d'évolution significative.

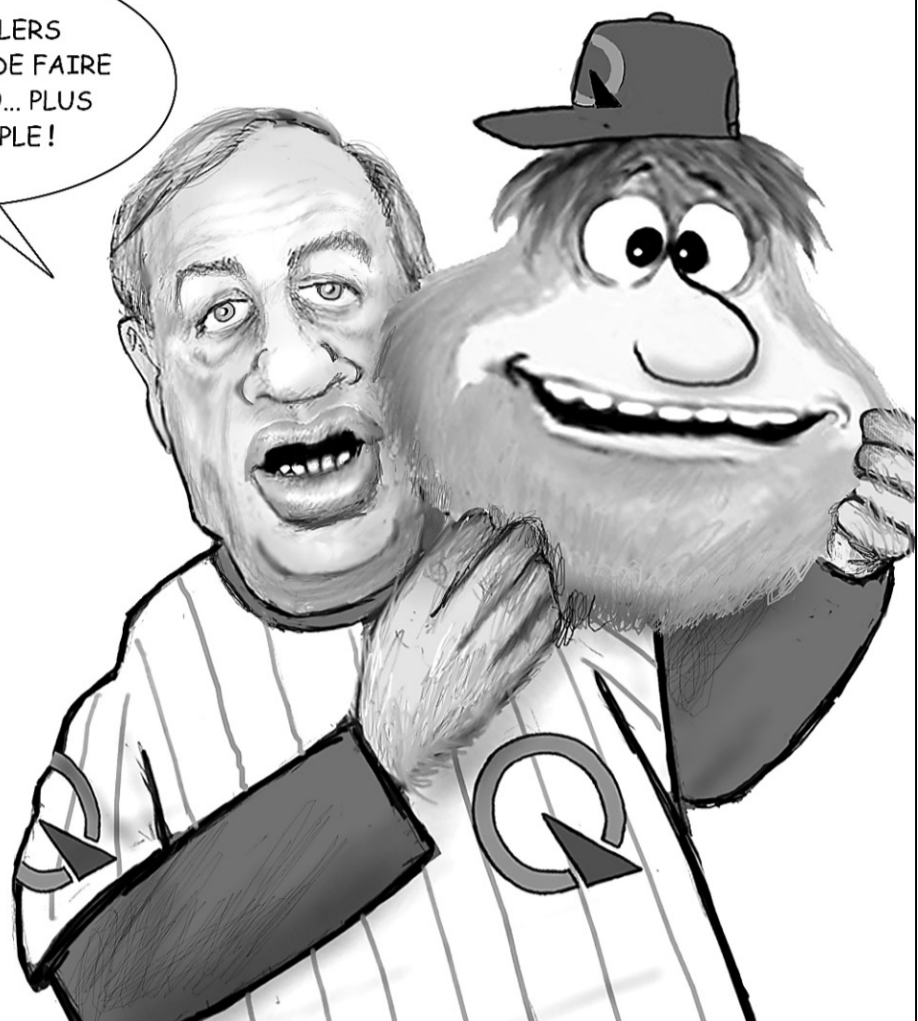
De sorte que la question demeure : l'ONU est-elle réformable ?

Quoi qu'il en soit, l'organisme devra dès aujourd'hui soigner sa gueule de bois et affronter un problème délicat. Ce week-end, le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a en effet annoncé que son pays poursuivrait son programme d'enrichissement de l'uranium. Cette annonce a été assortie de menaces diverses de la part de Téhéran.

De sorte que l'Agence internationale de l'énergie atomique de l'ONU, réunie à Vienne, devra sopeser l'opportunité de soumettre l'affaire au Conseil de sécurité.

Lequel n'a pas été réformé, comme on l'a vu, et est toujours aussi mal équipé pour arbitrer ce type d'affrontement.

## Louis Bernard tentant d'améliorer son image...



PAQUETTE-2005

Serge Paquette, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

## VERS UN MONDE FÉDÉRAL?

Tombé en défaveur à la suite de l'éclatement de la fédération yougoslave, le fédéralisme suscite aujourd'hui un regain d'intérêt. Nous vous présentons ici le dernier d'une série de quatre textes sur l'état de l'idée fédéraliste dans le monde.

## Le talon d'Achille

## Toutes les fédérations du monde sont aux prises avec un problème de déséquilibre fiscal

RONALD L. WATTS



Professeur émérite, membre de l'Institute of Intergovernmental Relations de l'Université Queen's, l'auteur est un des grands spécialistes du fédéralisme comparé.

La question du déséquilibre fiscal, sujet de nombreux débats au Canada, n'est pas unique à notre pays. En fait, c'est un sujet discuté dans presque toutes les fédérations. Son importance tient au fait que la capacité de financement et les ressources financières de chaque gouvernement les restreignent dans l'exercice de leurs pouvoirs et devoirs, légaux autant qu'exécutifs, accordés par la Constitution.

La plupart des fédérations connaissent deux types de déséquilibres fiscaux : verticaux et horizontaux. Les déséquilibres verticaux proviennent du fait que, dans la plupart des fédérations, le pouvoir de taxation principal appartient au gouvernement fédéral, afin de lui permettre d'instaurer des politiques de développement économi-

tales des provinces en Australie, 25 % en Suisse et 20 % au Canada. Bien que l'écart soit moindre au Canada, il n'en est pas moins important.

Les déséquilibres horizontaux se produisent dans les fédérations où les revenus des différentes provinces ou États varient de telle sorte qu'ils ne parviennent pas à fournir la même qualité de services à leurs citoyens pour un même niveau de taxation. Il en va de même lorsque le coût des services offerts par les provinces diffère à cause de la dispersion de la population, de l'urbanisation, de la composition sociale, de l'âge moyen de la population ou de la taille de la fonction publique.

## Corriger la situation

Il existe deux façons de corriger les déséquilibres verticaux. La première est d'augmenter les revenus des provinces, que ce soit en leur accordant de plus grands pouvoirs de taxation ou par des transferts financiers du gouvernement fédéral. L'autre est de réduire les obligations financières des provinces pour qu'elles ne dépassent pas leur revenu actuel ; il faut donc confier certaines de leurs responsabilités au gouvernement central. La méthode la plus couramment employée a été l'ajustement des transferts aux provinces ou aux États.

Les transferts des gouvernements

## Dans la plupart des fédérations, un mécanisme d'ajustement des transferts pour corriger les déséquilibres est nécessaire.

que et de redistribution financière aux régions, tandis que certaines des plus grosses dépenses, telles que la santé, l'éducation et les services sociaux, relèvent habituellement des États et des provinces. En conséquence, des écarts entre les moyens de financement prévus par la Constitution et les responsabilités imposées par cette même Constitution ont existé dans les cinq fédérations arrivées à maturité : l'Australie, le Canada, l'Allemagne, la Suisse et les États-Unis. Ces dernières années, l'écart négatif entre les revenus et les dépenses a représenté 45 % des dépenses to-

fédérales aux provinces ont souvent pris une ou plusieurs des trois formes suivantes : le partage des revenus provenant de certaines taxes fédérales ; des versements sans conditions ; des sommes accordées conditionnellement pour répondre à certains besoins précis.

Les transferts conditionnels sont fréquents dans plusieurs fédérations. Ils ont représenté ces dernières années près de 100 % des transferts aux États-Unis, 73,1 % en Suisse, 64,5 % en Allemagne et 47 % en Australie. En guise de comparaison, même si tous les transferts canadiens dans le domai-

ne de la santé et des services sociaux étaient considérés comme conditionnels, le Canada resterait la fédération classique au plus bas pourcentage de transferts conditionnels, avec 43,6 %. L'autonomie financière des provinces canadiennes est donc comparativement plus grande que celle des autres fédérations contemporaines.

## Essence du fédéralisme

Dans la plupart des fédérations, les politiciens ont reconnu qu'étant donné la variabilité des revenus et des dépenses, un mécanisme d'évaluation et d'ajustement systématique des transferts pour corriger les déséquilibres verticaux et horizontaux est nécessaire. Ils ont convenu que l'essence même du fédéralisme ne repose pas dans des structures rigides, mais dans un processus dynamique de relations intergouvernementales qui répondent aux circonstances changeantes.

Le Canada se distingue parmi les fédérations par sa décentralisation relative des responsabilités, des pouvoirs de taxation et des revenus propres aux provinces. Il est déjà, avec la Suisse, la fédération contemporaine la plus décentralisée financièrement. De plus, la proportion de transferts inconditionnels y est la plus élevée.

Néanmoins, bien que moins important que dans la plupart des fédérations, il existe un déséquilibre entre les revenus des provinces et leurs obligations financières comme le démontrent les surplus fédéraux et les déficits des provinces. Jusqu'à maintenant, les procédés d'adaptation au Canada ont été basés principalement sur le « fédéralisme exécutif », c'est-à-dire des négociations entre gouvernements,

mais ces procédés n'ont aucun fondement constitutionnel et dépendent principalement d'une évolution pragmatique. Le temps semble venu d'établir des procédés plus formels pour faciliter l'ajustement régulier et la mise à jour des ententes intergouvernementales d'une manière qui ne nuit pas à l'équilibre constitutionnel entre les gouvernements fédéraux et provinciaux.

Cet article est basé sur son récent Working Paper 2005 (5) intitulé *Autonomy or Dependence: Intergovernmental Financial Relations in Eleven Countries*. On peut le consulter au <http://www.iigr.ca/iigr.php/site/browse-publications?section=44>

QU'EN PENSEZ-VOUS ?  
forum@lapresse.ca

# FORUM

## Qui va payer?



ppagne@lapresse.ca

PIERRE-PAUL GAGNÉ

Les courriels reçus à *La Presse* ne constituent assurément pas un indicateur scientifique de l'opinion publique. Mais souvent, ils dénotent une humeur de l'électorat, une tendance lourde.

Alors qu'une entente de principe sur les clauses non pécuniaires semble sur le point d'être conclue entre Québec et plusieurs syndicats, dont celui des enseignants du primaire et du secondaire, qu'en est-il du sentiment de nos lecteurs face à l'ensemble de la négociation dans le secteur public? En particulier, que pense-t-on de l'offre gouvernementale de limiter les hausses salariales à 12,6 %, y compris l'équité salariale?

Alors que le printemps s'était terminé sur la promesse de Claudette Carbonneau de « foutre le bordel » dans les garderies lors de la rentrée et que, de façon générale, on s'attendait à un « automne chaud » au Québec, on constate jour après jour depuis maintenant plusieurs semaines comment nos lecteurs semblent pencher davantage du côté gouvernemental.

Non que la crédibilité et la popularité du gouvernement Charest aient fait tout à coup un bond spectaculaire. Mais ce qui ressort le plus de tous les courriels reçus, c'est que le message gouvernemental sur l'état précaire des finances publiques semble crédible à la population qui ne veut surtout pas payer davantage d'impôts pour financer les augmentations de salaire des employés de l'État. Ni, bien sûr, voir la dette publique grimper davantage ou assister à une réduction de services. Sur cet aspect des choses, nos lecteurs sont formels :

> « Si M. Charest résiste à la pression des syndicats, on aura enfin trouvé le chef qu'il nous faut. Que ce soit un budget personnel ou gouvernemental, le principe reste le même : si on dépense plus qu'on gagne, on est dans le trou. » (Monique Desautels, Montréal)

> « En 2005, le Québec se retrouve dos au mur. Il ne peut continuer à emprunter pour payer les salaires, les assurances collectives et les régimes de retraite des fonctionnaires. » (Rosaline Vigneault, Repentigny)

> « Je ferais une suggestion au gouvernement de M. Charest. Je laisserais aux syndicats, M<sup>me</sup> Claudette Carbonneau en tête, l'odieuse de leurs choix : on offre immédiatement les mêmes conditions de travail, salaires et avantages sociaux, que ceux consentis en Ontario et en Alberta. En contrepartie, on ramène le nombre de fonctionnaires au niveau des deux provinces en question. Je suis persuadé que les contribuables y gagneraient au change... » (Paul-André Millette, Beloeil)

> « Les syndiqués de la fonction publique réclament haut et fort l'équité salariale. Mais l'équité, avec qui? L'équité avec les employés du secteur du commerce de détail, où plusieurs travaillent très fort au salaire horaire minimum de 7,45 \$? A quel moment la parité pour ces oubliés du monde du travail avec les employés de notre aristocratie syndicale oeuvrant dans des monopoles publics? » (Nicole Boucher, Saint-Laurent)

> « Si les dirigeants syndicaux veulent plus d'argent, qu'ils acceptent la rémunération et l'avancement au mérite, et la remise en cause de la sacro-sainte sécurité d'emploi. Les temps sont durs, et il faut que ce soit donnant, donnant. Sinon, ce sont les contribuables qui vont finir par se mettre en grève. » (Pierre-Yves Pau, Montréal)

Du point de vue de nos lecteurs, le gouvernement semble donc avoir remporté la première manche, même si un sondage CROP accordait plutôt un léger avantage aux syndicats, il y a quelques semaines.

À la suite de la publication de celui-ci, plusieurs de nos lecteurs nous ont reproché d'avoir omis de poser des questions sur la capacité de payer du gouvernement, donc des contribuables. Ainsi, cet envoi de M. Jacques Failles, de Dollard-des-Ormeaux : « Il manquait un volet à votre questionnaire : qui va payer? Vous auriez été bien avisés de demander aux Québécois avec quel nouvel argent le gouvernement va financer de telles hausses de salaire. Avec cette question, il y a de bonnes chances que les résultats auraient illustré une toute autre réalité. »

Qui va gagner la guerre? Difficile à prédire quand on tient compte de la maladresse des troupes libérales depuis leur arrivée au pouvoir. Mais, chose certaine, à en juger par ce qui se passe sur le terrain actuellement, on est loin du « bordel » que d'aucuns avaient prédit.



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

Annette Bleau (à gauche, en compagnie de sa soeur Madeleine) trouve que les espaces verts de Notre-Dame-de-Grâce ont suffisamment souffert des effets de la construction domiciliaire.

# Sauvons nos arbres!

ANNETTE BLEAU  
*L'auteure réside à Montréal.*

À titre d'historienne amateur de mon quartier, je ne peux rester indifférente à ce qui se passe présentement : nos élus municipaux ont accepté en troisième lecture un projet permettant, une fois de plus, à des promoteurs de défigurer notre environnement en accordant un changement de zonage et un permis de construire un immeuble, de style banlieusard, pour y loger un magasin Pharmaprix à l'angle de la Côte-St-Luc et du boulevard Décarie, à Notre-Dame-de-Grâce, sur un terrain zoné institutionnel depuis plus de cent ans. Jusqu'à son annexion à Montréal en 1910, et même jusqu'en 1930, Notre-Dame-de-Grâce avait une vocation agricole. Sa réputation, surtout à cause de ses fameux melons, n'a jamais été égalée.

Je désire parler ici d'un point qui me tient particulièrement à coeur : les arbres magnifiques qui sont le « poumon » de Notre-Dame-de-Grâce. Lors d'une conférence, il y a quelques années, je disais que

les arbres de Notre-Dame-de-Grâce sont splendides et n'ont de rivaux que ceux du mont Royal. Au train où vont les choses, cette citation ne sera bientôt plus qu'un souvenir.

### Autoroute Décarie

Analysons brièvement nos pertes en ce domaine : lors de la construction de l'autoroute Décarie, entre 1964 et 1966, 285 familles ont dû quitter les rues avoisinantes du chantier, soit Notre-Dame-de-Grâce, Botrel, Prud'homme, Addington, Duquette, Brodeur et Monkland, leurs maisons furent démolies et combien d'arbres, pensez-vous, ont été détruits à ce moment-là? De plus, une merveilleuse allée de peupliers longeait le monastère des Dominicains avenue Notre-Dame-de-Grâce. Ces arbres magnifiques ont aussi été rasés à cause de l'autoroute.

À la fin du siècle dernier, après la vente du monastère des Dominicains, les arbres de l'inoubliable jardin des Pères et les arbres matures de la façade du monastère ont tous été rasés par les promoteurs qui

ont transformé le monastère en condos. Plus récemment, on a coupé tous les arbres du domaine des Soeurs du Précieux Sang. Même si on en a replanté un certain nombre, la perte est immense. En plus de ces grands chantiers, tous les espaces disponibles à Notre-Dame-de-Grâce, si petits soient-ils, sont transformés en condos et des arbres magnifiques disparaissent ainsi chaque jour.

Sur le terrain convoité dont il est ici question, des arbres matures de toute beauté longent le chemin de la Côte-St-Luc et la rue de l'orphelinat. Faudra-t-il nous résigner à les voir disparaître? Sans être contre le progrès, n'oublions pas que la modération a bien meilleur goût et que les gens de Notre-Dame-de-Grâce ont suffisamment payé, côté environnement. Il serait temps que nos élus oublient le signe de piastre, pensent qualité de vie et réalisent que les quelques espaces libres de Notre-Dame-de-Grâce sont tous en train de disparaître. Les gens de Notre-Dame-de-Grâce rejettent le projet de Pharmaprix et en contestent la légitimité.

# Un festival qui n'avait pas soif de propreté...

GILLES MALO  
*L'auteur réside à Montréal.*

Aujourd'hui, lundi 12 septembre 2005, lendemain du Festival de la santé, je vais à la fruiterie à pied, Plateau oblige. Je déambule sur le boulevard Saint-Joseph où hier passaient les participants du dit Festival. Depuis la rue Saint-André jusqu'à dépassé la rue Saint-Denis, le trottoir est jonché de bouteilles d'eau vides. Certaines sortant de gros sacs verts de déchets et se déversant sur le trottoir. Une multitude d'autres, comme des soldats, sont au garde à vous le long du trottoir. D'autres souffrant peut-être de lendemain de veille sont avachies près de leurs compagnes plus vaillantes.

J'écris souvent depuis quelques années à la Ville de Montréal pour qu'elle force les festivals et les activités commerciales à dis-

poser de gros sacs verts à roulettes pour que les participants puissent y mettre leurs bouteilles d'eau vides ou leurs canettes de ceci ou de cela. Aussitôt après l'activité, la collecte devrait être faite à leurs frais et le tout devrait obligatoirement aboutir au recyclage.

Dans le cas présent, les éboueurs passent le mardi ; la collecte des sacs verts le mercredi. Alors si une collecte particulière n'est pas organisée avant mardi matin, les milliers de bouteilles d'eau vides se retrouveront dans le dépôt de Terrebonne. Les éboueurs étant payés à la tonne de déchets ne font pas la fine bouche devant vos surplus, recyclables ou non. Les recycleurs, arrivant en retard, « passent souvent sous la table ».

Mettre des sacs verts à intervalle régulier sur le parcours et les ramasser, aurait évité que ces milliers de bouteilles se retrouvent

partout sur la rue, le trottoir et les terrains des immeubles voisins. Certains gros sacs en contiennent beaucoup mais ce sont des sacs noirs, alors les recycleurs ne peuvent pas distinguer d'un simple coup d'oeil si ce sont des déchets ou des bouteilles recyclables. Au moins les bouteilles évadées s'affichent.

### Qui va payer?

Cependant, qui ramassera tout cela? Les résidents, eux-mêmes, ou les cols bleus au frais des résidents! Et la facture des heures sup. ou des jours de congé de la « banque » des centaines de policiers affectés à la circulation. Ayant été bénévole pour le Festival et d'autres Tours durant une dizaine d'années, je peux vous dire que le nombre de bénévoles tend à diminuer et le nombre de policiers « pas bénévoles » tend, lui, à exploser. Qui payera toutes ces factures sinon les résidents montréalais? Certainement pas, la « visite » repartie dans ses domaines (moins taxés) de banlieues ou sous des cieus plus familiers. La plupart des villes du monde demanderaient aux organisateurs de payer au moins une bonne partie de la facture. À Montréal, c'est aux frais de la princesse déjà appauvrie. Et on lui réclame en plus des subventions et des privilèges...

## Histoire de sécurité

Récemment, aux nouvelles de Radio-Canada, j'ai entendu un topo sur la sécurité dans les transports en commun. À ce sujet, une petite anecdote que je vous raconte. Le mercredi 24 août, un peu après 18 heures, je débarque du train Ottawa-Montréal avec Gabrielle, 7 ans, qui adore voyager en train. À peine sortie, je réalise que, dans l'excitation de l'arrivée, nous avons oublié son petit sac à dos. La belle enfant est au désespoir ; sa mère lui a donné 20 \$ pour acheter des souvenirs et, de plus, son sac est bourré de livres qu'elle adore. Nous redescendons donc vers le train. Un contrôleur nous arrête. Je lui explique l'objet de notre retour au quai. Sympathique et gentil, il nous accompagne et porte même nos bagages. Arrivée au wagon, je me dirige vers les sièges que nous occupions. Une préposée me bloque le chemin et me dit qu'elle a vérifié, qu'il ne reste rien dans ce train. J'insiste.

Gabrielle se rend au siège qu'elle occupait et trouve son petit sac sous le banc. Histoire sans conséquence et qui finit bien. Mais, depuis ce soir-là, je raconte souvent ce petit fait anodin m'inquiétant des mesures de sécurité. Et si le petit sac n'avait pas contenu que des livres et un gros 20 \$?

Odette Bourdon  
Montréal

## Suicide bien installé

« Dix pour cent des adultes québécois ont déjà pensé sérieusement au suicide ». Dans pareil contexte, serait-il sage de légaliser le suicide assisté? Notre société n'est-elle pas trop souffrante, trop vulnérable, pour qu'on lui ouvre le trou béant d'un accès facile à la mort comme solution? Certains diront : « Ils vont se suicider de toutes

façons, alors ce serait plus *humain* de les aider à ne pas manquer leur coup ». Quel abandon devant la vie et l'humanité! Ne faudrait-il pas plutôt consolider les réseaux de soutien et s'interroger quand aux causes de la souffrance et notre faiblesse devant elle? Serions-nous des enfants gâtés incapables de supporter la contrariété? Serions-nous des gens qui gagneraient à apprendre ce que c'est que l'écoute, l'accueil, la présence, le don et le respect véritable de l'autre? Ou préférons-nous continuer à nous enfoncer dans notre logique de la jungle, de la loi du plus fort et dans la myopie du *bottom line* comptable (« Je suis plus riche, fort, beau ou jeune que toi, alors ma vie vaut plus que la tienne »)? Notre réponse déterminera le sort même de notre société.

Isabelle Bégin  
Gatineau

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070  
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453  
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363  
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816  
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320  
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

## SUITE DE LA UNE

# Les députés fédéraux vont se prononcer sur le suicide assisté

**SUICIDE**  
suite de la page A1

Il sera débattu aux Communes au début du mois de novembre.

Au terme de ce débat, les députés devront voter en deuxième lecture. S'il franchit cette étape, le projet de loi sur le suicide assisté sera renvoyé au comité permanent de la justice.

« Le moment est venu de débattre de cette question malgré les émotions que cela peut susciter. Nous avons l'obligation morale de le faire en tant que parlementaires », a déclaré M<sup>me</sup> Lalonde.

« Chaque personne lucide qui fait face à une fin de vie très pénible, souffrante, qu'elle considère indigne de ce qu'elle est, de la vie qu'elle a vécue, de sa condition de personne libre, doit pouvoir décider des conditions dans lesquelles elle veut mourir, y compris si elle veut être aidée à mourir », a ajouté la députée.

#### Question complexe

Le ministre de la Justice, Irwin Cotler, a indiqué à *La Presse* que le gouvernement Martin n'a pas l'in-

tention de parrainer quelque projet de loi que ce soit pour baliser le suicide assisté. Après les passions soulevées par le mariage gai, le ministre estime que la société canadienne a besoin d'un certain répit.

Toutefois, si le Parlement désire aborder le sujet, il participera au débat. « Je trouve cette question très complexe, très difficile et très chargée d'émotions. Il y a des ramifications médicales, juridiques, religieuses et éthiques. Mais je respecte la démocratie et le Parlement. Si le Parlement décide qu'il y aura un débat, alors il y aura un débat. »

Le ministre est d'ailleurs aux prises avec cette difficile situation dans sa vie personnelle. Sa mère de 95 ans, qui est sourde et aveugle, reçoit des soins palliatifs dans un centre hospitalier de Montréal depuis quelques années. Les médecins lui ont déjà laissé entendre qu'il serait préférable de mettre fin aux traitements.

« Elle veut continuer à lutter. Mais la question m'est posée de temps en temps. Des médecins m'ont déjà fait des recommanda-

tions parce qu'elle endure beaucoup de douleurs. Mais elle m'a signalé qu'elle veut continuer », a dit le ministre, qui est fils unique.

Cela dit, M. Cotler affirme être en mesure de faire la part des choses entre ses fonctions de ministre et les émotions qu'il peut vivre en raison de l'état de santé de sa mère.

Mais les autorités religieuses, qui se sont pour la plupart farouchement opposées au mariage gai, ont déjà invité le ministre à ne pas aborder cette délicate question.

Selon le projet de loi de M<sup>me</sup> Lalonde, une personne gravement malade pourrait obtenir de l'aide pour mettre fin à ses jours. Mais certaines conditions s'appliqueraient. La personne devrait avoir au moins 18 ans, être atteinte d'une maladie en phase terminale ou éprouver des douleurs aiguës sans perspective de soulagement.

Avant de passer aux actes, la personne devrait avoir signifié par écrit à au moins deux reprises « son désir libre et éclairé de mourir ». Seul un médecin pourrait accomplir le geste ultime

après que le diagnostic eut été confirmé par deux autres médecins. À l'heure actuelle, le Code criminel interdit d'aider une personne à mettre fin à ses jours.

Le projet de loi fera l'objet d'un vote libre en raison des questions de conscience que cela soulève.

À l'heure actuelle, les Pays-Bas et la Belgique sont les deux seuls pays à permettre le suicide assisté sous certaines conditions. Aux États-Unis, il est également permis dans l'État de l'Oregon. M<sup>me</sup> Lalonde croit qu'il est possible de tenir un débat responsable en examinant ce qui s'est passé dans ces pays.

Le débat entourant le suicide assisté et l'euthanasie a été relancé cet été au Québec après qu'un homme de la région de Sherbrooke eut tenté d'asphyxier sa conjointe, atteinte de l'ataxie de Friedreich.

En 1998, les députés avaient rejeté une motion de l'ancien député néo-démocrate Svend Robinson visant à créer une commission pour examiner cette question. Le vote avait été assez clair : 169 députés étaient contre et 66 étaient favorables.



Francine Lalonde

Même la Cour suprême du Canada s'est mêlée de ce débat en 1993. Le plus haut tribunal du pays avait alors entendu et rejeté à cinq voix contre quatre la demande de Sue Rodriguez, une femme de la Colombie-Britannique, qui souhaitait qu'on l'aide à mettre fin à ses jours. Elle l'a finalement fait quelques mois plus tard avec l'aide d'un médecin. D'autres motions ont aussi été déposées au début des années 90, mais elles ont toutes été rejetées ou n'ont pas été débattues.



Avec le téléviseur haute définition DLP™ de Samsung, vos yeux et vos oreilles vivront une expérience encore plus inoubliable.

En ce qui concerne vos autres sens, cela ne dépend que de vous.



Voici la plus récente génération de téléviseurs haute définition DLP de Samsung.

Depuis leur création, les téléviseurs haute définition DLP de Samsung vous font vivre des expériences sensorielles absolument extraordinaires. Aujourd'hui, avec notre cinquième génération Cinema Smooth™ à traitement numérique de la lumière, nous poussons la haute définition vers de véritables sommets de précision, de netteté et de luminosité. Sans flou et sans image rémanente. Ne regardez plus simplement la télé. Commencez à la vivre! [www.samsung.ca](http://www.samsung.ca)

©2005 Samsung Electronics Canada, Inc. Samsung est une marque déposée de Samsung Electronics Co., Ltée. Tous les noms de marques et de produits sont des marques de commerce ou des marques déposées de leurs compagnies respectives. Renseignez-vous auprès d'un détaillant de votre région pour connaître les quantités disponibles et les prix. DLP et le médaillon DLP sont des marques de commerce de Texas Instruments. L'illustration de l'arbre est une marque déposée utilisée avec la permission de Julius Säman Ltée.

